

N° 2853 DATÉ DES 20 ET 21 SEPTEMBRE 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

Les entreprises auraient-elles de meilleurs PDG si les employés les élisaient ?
Notre cahier exclusif **'Week-end**

Bientôt des ministres, et après ?

C'est la règle des ascensions difficiles : chaque pas compte. A l'issue de deux jours de dérapages et de ripages, et malgré une cordée tout sauf solidaire, Michel Barnier a franchi, jeudi, une marche dans son exercice du pouvoir. La réunion dite de la dernière chance avec les chefs de parti et présidents de groupes a - a priori - dégagé l'horizon, avec un « accord » sur l'équilibre politique du gouvernement et de petits arrangements sur les grandes lignes de son action, notamment en matière fiscale. Le quitus d'Emmanuel Macron ouvre la voie à un Premier ministre qui a su gérer son souffle. Jusque-là…

De fait, ce pas est fragile tant il n'augure rien de la suite, chausse-trappes parlementaires et censure menaçant à chaque instant un exécutif de rassemblement tout relatif. Ce pas est boiteux parce qu'à la merci d'une crispation, à l'Elysée, à l'Assemblée nationale, dans les partis, où chacun suit sa boussole en direction de 2027. Ce pas est court car il ne mène qu'au bord du prochain précipice, le discours de politique générale, avant d'attaquer la crevasse du budget, puis celle de l'abrogation des retraites, puis… Mais par temps de tempête, avancer sans trébucher vaut déjà victoire.

Pas question pour autant de s'enfermer sur la durée dans ce pas à pas dangereux. Assez de casting et de faux désaccords, il faut passer à l'action. Car les urgences exigent d'accélérer. Sur les finances publiques, sur la sécurité, sur l'immigration, sur la santé, sur le pouvoir d'achat… La France paie déjà cher ces cent jours d'attentisme et de défiance. Et elle n'a pas les moyens, au prétexte de double discours ou de divergences opportunistes au sein du gouvernement, de surenchères ou de provocations, de se contenter maintenant d'une politique des petits pas.

Rémi Godeau
@remigodeau

Le Premier ministre a rempli son objectif de proposer une équipe avant la fin de la semaine et maintenu intacte son intention de mener une politique de droite avec des ministres de droite

Gouvernement
Barnier se sort du piège



KAK

Sprint final

Jeudi soir, deux semaines après sa nomination, le Premier ministre a soumis une liste de 38 ministres et secrétaires d'Etat à Emmanuel Macron. **Les Républicains y occupent un cinquième des postes**. Matignon promet un gouvernement avant dimanche.

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck

TOUT BON POLAR comporte des rebondissements. Le principal suspect est innocent. Le mort n'est pas mort. Michel Barnier nous en livre un autre : les braqueurs se font braquer par le banquier.

Au terme d'une « réunion de la dernière chance » menée en 1 heure 30 à Matignon, Gabriel Attal a annoncé les équilibres politiques des seize ministères de plein exercice du gouvernement Barnier : sept portefeuilles pour son camp, trois pour LR, deux pour le MoDem, un pour chacune des sensibilités suivantes : Horizons, UDI, divers droite et divers gauche.

Le match entre LR et la macronie avait tellement aimanté les regards ces derniers jours que tout le monde avait oublié qu'il pouvait y avoir un autre vainqueur : Michel Barnier.

Mercredi, une réunion avec Emmanuel Macron avait tourné à l'aigre. Le Premier ministre voulait nommer pour un tiers de LR dans son gouvernement. Le chef de l'Etat entendait conserver trois ministres : Gérald Darmanin, Catherine Vautrin et Rachida Dati - le premier devrait faire ses cartons. Jeudi, dans le sillage de ce coup de froid, tournait alors la musique de la démission. Le Brexit, c'est très bien but do you know la politique française ? Emmanuel Macron lui-même n'était pas rassuré. Et si son Premier ministre lui filait entre les mains et précipitait une crise ingérable ?

Pas de crise, mais des victoires. Michel Barnier est sur le point de remplir l'objectif qu'il s'était publiquement fixé. Dès lundi, à Matignon, on estimait le gouvernement composé à 80 % et on fixait la ligne d'arrivée au vendredi. Nous y sommes. Pour le Savoyard, le gain le plus important est toutefois ailleurs, sur le fond de la politique qu'il veut mener. Pressé par l'ex-majorité de fournir des « garanties » - « avec qui ? » et « pour faire quoi ? », demandaient en chœur les macronistes -, Michel Barnier n'en a fourni aucune. A peine a-t-il esquissé l'ébauche d'un plan de sa déclaration de politique générale. Partie I : les politiques publiques. Partie 2 : le régalien. Partie 3 : les finances publiques.

Gabriel Attal insistait pour connaître la liste de « ses » projets de loi repris par son successeur. Seules précisions, celui sur l'agriculture adopté par les députés de la droite et du centre juste avant la dissolution devrait être repris tel quel. Idem pour le logement. L'avenir du texte consacré à la fin de vie demeure en revanche incertain. Et la proportionnelle, réclamée par François Bayrou et Yaël Braun-Pivet, fait l'objet d'un simple

●●● *Page 2*

Ce que prévoit le prochain budget pour l'Agriculture

L'Opinion a eu accès à la lettre plafond envoyée au ministère par Gabriel Attal *Page 5*

Régionales au Brandebourg, un test pour Olaf Scholz

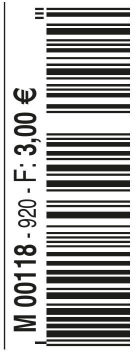
Au sein du SPD, certains s'interrogent sur le nom de leur chef de file pour les législatives de 2025 *Page 6*

Que dit le droit sur les attaques au Liban ?


SIPA PRESS

Certains juristes internationaux se penchent sur la légalité des dernières explosions à distance, prêtées à Israël, ayant touché le Hezbollah. Le Conseil de sécurité des Nations unies tient une session d'urgence ce vendredi après-midi pour examiner les récents développements sécuritaires au sein du pays.

Page 7



Gouvernement : Barnier se sort du piège

| | | *Suite de la page 1*
constat : il n'existe pas de consensus.

Un œil attentif porté aux sensibilités des possibles ministres donne tout de même une idée de la couleur de la feuille de route. Les LR ont conservé jusqu'au bout le ministère de l'Intérieur. Les macronistes craignaient que depuis une telle position, leurs adversaires, et maintenant partenaires, ne déclenchent une nouvelle loi « immigration » sur la base des propositions (dures) du Sénat. Le nouveau ministre proposé s'appelle Bruno Retailleau. Il est président des sénateurs LR. Les macronistes proposés pour une entrée au gouvernement sont, eux, issus de l'aile droite (Maud Bregeon, Mathieu Lefèvre, Stéphanie Rist). Les ministres pressentis pour rester au gouvernement viennent des LR (Sébastien Lecornu, Rachida Dati, Catherine Vautrin).

A ses interlocuteurs, Michel Barnier présentait ces derniers jours deux priorités : réduire la dette et maîtriser l'immigration. Il l'avait répété le matin même à la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet.

A cet instant, les macronistes considéraient déjà Barnier comme une parenthèse. La tentative sans issue d'un homme dont l'âge et l'origine politique ne lui avaient pas permis de saisir toute la complexité du petit monde macroniste. Aucun défaut ne manquait à la liste. D'une « maladresse terrible » selon un député MoDem, s'indignant des méthodes du Premier ministre consistant à débaucher directement les prétendants sans même passer par leur président de parti.

> ***Seuls les MoDem se montrent sceptiques. Eux craignent de revivre les années RPR qui menaient la guerre à leurs aïeux de l'UDF***

Ancien monde. Perdu dans « l'ancien monde », selon un autre Marcheur, consterné de voir le négociateur du Brexit se croire encore au temps majoritaire des débuts de la V[e]. « On a le sentiment qu'il sort de la glace et qu'il vient d'être décongelé », raillait un fin connaisseur du Parlement. Quand un député EPR ajoutait, avec simplicité : « Il n'a rien capté, le mec. »

Michel Barnier n'avait rien pour lui. Le voilà remportant son pari. En plus de décrocher la mise, le Premier ministre fait croire à chacun qu'il repart les poches pleines. Les macronistes montent dans le bateau de la droite et ne voient même pas où ils mettent les pieds. Devant ses troupes, Gabriel Attal a assuré que « le ton » du Premier ministre avait « changé » et que les critiques formulées à l'égard d'un gouvernement trop LR avaient été entendues. Le coup de pression a fonctionné, en ont-ils conclu.


SIPA PRESS

Le Premier ministre a proposé au Président une équipe « prête à agir au service des Français ».

Quant aux Républicains, Laurent Wauquiez qui convoitait Beauvau a refusé d'occuper le ministère de l'Economie. Le poulain de la droite pour la prochaine élection présidentielle se voit finalement contraint de rester au Palais Bourbon. Devant les députés jeudi soir, il a pourtant insisté sur ce point : « Notre poids de 20% dans le gouvernement [9 postes sur 38] est largement en dessous de notre poids au Parlement [mais] il y a beaucoup de points sur lesquels on se retrouve. »

Leçons. Seuls les MoDem se montrent sceptiques. Eux craignent de revivre les années RPR qui menaient la guerre à leurs aïeux de l'UDF. En réunion de groupe jeudi soir, les centristes étaient inquiets de la ligne esquissée, au-delà du coup de frein mis sur la proportionnelle. Certes, le parti de François Bayrou est bien servi (deux ministères de plein exercice, Santé et Affaires étrangères, un de plus que dans l'équipe sortante) mais il se retrouve à endosser une ligne qu'il ne pensait pas si conservatrice. Un participant à la réunion jeudi après-midi s'étonnait d'ailleurs que le Premier ministre, pour définir sa ligne, explique qu'elle est le contraire de celle du Nouveau Front populaire.

Une semaine de péripéties s'achève avec la présentation des choix de Michel Barnier à Emmanuel Macron. Dans ce laps de temps, les macronistes ont appris deux leçons.

Un, ils ont découvert un Premier ministre orgueilleux et que le rapport de force n'effraie pas. « On aurait dû écouter les gens qui le connaissent bien. Ce qu'il s'est passé mercredi ne présage rien de bon pour la suite », en conclut un parlementaire.

Deux, ils ont réalisé qu'un Premier ministre LR entend mener une politique de droite. Quelle surprise.

@DinahCohen
@mdeprieck

Gérald Darmanin déroute tout le monde, jusqu'à ses soutiens

Gabriel Attal a fait fort. Il a mis sous pression Michel Barnier dès la passation de pouvoir, répété aux députés de son groupe que son successeur n'apportait aucune réponse à ses questions puis exigé un entretien avec celui-ci. Malgré tout, à Matignon, on répète un autre nom, celui de Gérald Darmanin.

Mercredi matin, le ministre de l'Intérieur assure sur France 2 qu'il ne soutiendra pas un gouvernement à l'origine d'une hausse d'impôts. Cette sortie surprend les hommes de Michel Barnier plus que l'offensive coordonnée par Gabriel Attal. Ils pensaient connaître Gérald Darmanin, un homme venu comme eux de la droite, ils le découvrent capable de s'allier avec Attal qu'il critiquait vertement début juillet pour défendre une position – la stabilité fiscale – qui n'était pas la sienne il y a quelques mois encore quand il défendait l'idée que les entreprises doivent participer à l'effort de réduction de la dette.

Pile : Gérald Darmanin est insaisissable. Face : il est incohérent. Ses soutiens ne savent plus de quel côté la pièce va retomber. La menace de ne pas soutenir le gouvernement Barnier n'a pas été comprise par ceux qui s'imaginent ministres.

Signal. Récapitulons les dernières semaines. Gérald Darmanin laisse entendre qu'il quittera le ministère de l'Intérieur après les JO, puis envoie le signal inverse. Après sa réélection aux législatives, il tâte le terrain pour s'installer à la présidence du groupe Renaissance à l'Assemblée, puis à celle du parti, pour finalement laisser Elisabeth Borne annoncer qu'il la soutient dans la course à ce même poste. Il assure la retape de sa rentrée politique à Tourcoing prévue le 15 septembre, y compris au moment de la nomination de Michel Barnier, pour finalement la décaler de deux semaines. Il fait savoir qu'il a envie de rester ministre et aide Gabriel Attal à mettre en difficulté le nouveau Premier ministre.

Que se passe-t-il dans la tête de celui réputé pour être l'un des plus fins politiques de la macronie ? Un soutien de Gérald Darmanin s'étonne d'un comportement inhabituel chez lui. A deux reprises cette semaine, il a livré des confidences « on the record » à la presse, en l'occurrence *Le Parisien*. Une fois, lundi, pour prévenir qu'il sera un « député libre de parole » s'il ne reste pas au gouvernement. Une autre, jeudi, pour exprimer publiquement son intérêt pour le ministère des Affaires étrangères. « Est-ce qu'il se dit "puisque je ne serai pas au gouvernement, je tire à vue" ? Ou "quand je suis sympa, je ne suis pas traité" et c'est pour cela qu'il change de ton ? » Ce membre de la darmanie reste sans réponse à ses questions avec cette seule comparaison : « C'est la différence entre un juppéiste et un sarkozyste. »

Il existe une formule pour décrypter l'état d'esprit de Gérald Darmanin : la chaleur de ses rapports avec Emmanuel Macron se mesure à l'aune de ce qu'il dit d'Edouard Philippe. Plus il parle en bien du maire du Havre, plus il est fâché du traitement que lui réserve le chef de l'Etat. Mercredi matin, il déclarait sur France 2 :

> ***Son entourage ne parle pas de revirement, mais d'« agilité ». Il s'agit pour lui de garder toutes les portes ouvertes, du gouvernement à l'Assemblée, en passant par la mairie de Tourcoing***

« Edouard Philippe est un grand homme d'Etat et il rendra de grands services à la France (...) Il est un grand avenir pour notre pays. »

Solitude. L'entourage de Gérald Darmanin ne parle pas de revirement, mais d'« agilité ». Il s'agit pour lui de garder toutes les portes ouvertes, du gouvernement à l'Assemblée, en passant par la mairie de Tourcoing. Quelle que soit la bataille à mener, il lui faudra des troupes. Dès le lendemain des législatives anticipées, le 8 juillet, il avait convié une cinquantaine de parlementaires pour un déjeuner place Beauvau. En renonçant à briguer la présidence du groupe quatre jours plus tard, il avait alimenté l'idée que son réseau de proches prêts à mourir pour lui était plus restreint.

Cela ne condamne pas Gérald Darmanin à la solitude. D'abord, parce qu'il a toujours su prendre soin des députés qui lui sont historiquement proches. Un divorce ne se prononce pas si facilement. Ensuite, parce qu'il veille depuis une dizaine de jours à l'unité du groupe. S'il a émis la proposition de définir les conditions de sortie du gouvernement dès le 9 septembre, c'est pour rassurer les macronistes historiques effrayés par la perspective de rejoindre un Premier ministre LR. Sa menace de ne pas soutenir Michel Barnier en cas de hausse d'impôts lui a également valu de nombreux messages de soutien de ses collègues. Le sens politique de Darmanin n'a pas disparu.

M.D.

La dissolution coûte déjà cher à l'économie française

Ce patron de PME francilienne a subitement vu ses commandes se tarir, cet industriel du Nord a renoncé à racheter un petit concurrent. Quant à ce banquier d'affaires, il évoque « un dossier aujourd'hui en attente qui bute sur le prix, qui pourrait baisser si l'incertitude perdure ». La France n'est pas au bout de ses grandes manœuvres politiques, mais elle en paye déjà la facture. La dissolution de l'Assemblée nationale a créé un effet blast sur l'économie.

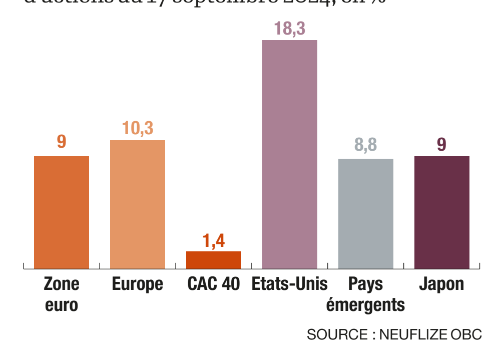
Il est encore trop tôt pour en chiffrer précisément les retombées, mais les sondages révèlent le malaise des entreprises face au grand flou qui s'éternise et qui fige beaucoup de choses. L'enquête réalisée au début du mois par Rexecode indique que 51% des patrons de TPE-PME redoutent que l'actuel climat d'incertitude ait un « impact négatif fort » sur leur activité ; 36% ont reporté leurs projets d'investissement, 20% les ont annulés. Quant aux intentions d'embauche, elles ont subi une salve de révisions baissières. « Les réponses sont comparables à celles recueillies au moment du Covid », souligne Denis Ferrand, le patron de Rexecode.

Nounous. Cette fois, l'Etat ne sera pas là pour jouer les nounous. Voire ! Le PIB des derniers mois de l'année portera les premières traces du coup de l'Elysée, effaçant le petit « bonus » économique lié aux JO. « La croissance sera négative au dernier trimestre », pronostique l'économiste Christian Parisot. Début juillet, Fabrice Desnos, membre du directoire d'Allianz Trade, chiffrait dans l'Opinion à 0,5 point en cumulé sur 2024 et 2025 la probable perte de croissance de l'économie française liée au malström politique.

Aujourd'hui, il estime ce coût entre 0,3% et 0,6% de PIB par an sur les années à venir et s'attend à une activité faible jusqu'en 2026 (+1,2% cette année-là). « La situation pourrait être encore plus sévère si la formation d'un gouvernement technique échouait et précipitait le pays dans une crise politique qui impacterait la confiance », prédit-il. Hélas, la France devrait probablement rendre sa couronne de pays le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers.

Si les PME expriment déjà leurs difficultés dans les enquêtes, les grands groupes cotés ne sont pas à la fête non plus. Beaucoup peuvent craindre de se trouver dans la cible d'une hausse « temporaire » de l'impôt sur les sociétés, une option privilégiée par Matignon pour combler le trou budgétaire. Tous subissent d'ores et déjà la défiance des gérants de fonds mondiaux.

Le CAC 40 à la traîne
Croissance (en devises locales) des marchés d'actions au 17 septembre 2024, en %



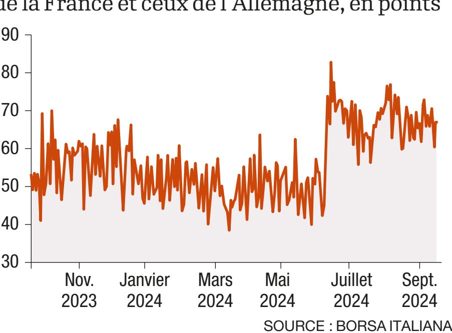
SOURCE : NEUFLIZE OBC

Depuis le début de l'année, le CAC 40 est à la traîne de ses voisins. En moyenne, les actions grimpent peu ou prou de 10% en Europe, dans la zone euro, à la Bourse de Tokyo et dans les pays émergents. Sans parler des records de Wall Street évidemment, les actions américaines affichant un bond de plus de 18% cette année. Lanterne rouge, Paris doit se contenter d'une performance quasi nulle.

Prime de risque. Certes, les valeurs du luxe qui dominent l'indice souffrent des faiblesses de la demande chinoise, grand débouché du bon goût français. Mais le CAC 40 subit surtout une « prime de risque qui s'est constituée sur le pays en raison des incertitudes politiques, constate Gabriel Karaboulad, directeur du conseil en investissement chez Neuflize OBC. Elle est apparue dès 2022 avec l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais elle s'est subitement amplifiée de 10% lors de la dissolution qui a fait planer la menace d'un gouvernement d'extrême droite ou d'extrême gauche », constate-t-il.

Cette prime n'a pas disparu après la nomination de Michel Barnier, dans l'attente d'un introuvable gouvernement. « Les groupes du CAC 40 ont beau avoir une activité très internationale, leur siège social est en France. La perspective d'une hausse de l'IS qui affecterait leur rentabilité déplaît aux gérants, et ce n'est qu'une inconnue parmi d'autres », poursuit Gabriel Karaboulad. Le dicton qui veut que « les marchés détestent l'incertitude » n'est pas qu'un poncif. Chez Neuflize OBC, on estime que la prime de risque qui pèse sur la valorisation des groupes français devrait perdurer jusqu'à la présidentielle de 2027 !

La dette publique française décroche
Ecart de taux d'intérêt à 10 ans entre ceux de la France et ceux de l'Allemagne, en points



SOURCE : BORSA ITALIANA

Celle qui affecte le marché de la dette n'est pas près de disparaître non plus. Début juin, l'annonce de la dissolution avait fait grimper d'environ 25 points de base l'écart de taux d'intérêt entre Paris et Berlin. A ce stade ce « spread » supplémentaire ne ruine pas la France. Les experts de Neuflize OBC évaluent son surcoût sur les toutes dernières émissions publiques à une grosse centaine de millions d'euros.

Mais le choc de la dissolution est encore récent, et ce sont plus de 3 000 milliards d'euros de dettes que la France devra refinancer tôt ou tard, à des taux d'intérêt qui pourraient encore grimper. En quelques semaines, Paris a sérieusement ébranlé la confiance des investisseurs.

Muriel Motte
@murielmotte

Le Rassemblement national accuse le Parlement européen de chercher à « l'éloigner du pouvoir ». Une défense osée...

Assistants parlementaires : le RN veut un procès « historique »

Spectacle

Faute de preuves, François Bayrou a échappé à une condamnation en février dans l'affaire des assistants parlementaires du MoDem, un dossier de détournement de fonds. La plupart des autres prévenus ont été condamnés à des peines de prison avec sursis. « Je note que la justice semble, en tout cas dans l'affaire de Monsieur Bayrou, avoir penché pour la vision européenne, et je ne peux pas m'en réjouir », s'était inquiétée Marine Le Pen sur TF1 dans la foulée.

Nina Jackowski

« APRÈS "COMPLÉMENT D'ENQUÊTE", revoilà "Complément d'enquête" ! » Dès son discours du 1er mai à Perpignan, Jordan Bardella se posait en victime d'un « acharnement » et visait l'émission d'investigation, cette fois consacrée à l'affaire des assistants parlementaires, diffusée jeudi soir sur France 2. Témoin face caméra, fausses preuves de travail, rôle dit majeur de Marine Le Pen... France Télévisions anticipe le procès hors norme prévu à partir du 30 septembre devant le tribunal correctionnel de Paris, qui troublera durant deux mois la vie tranquille de la formation d'extrême droite en quête de respectabilité.

La justice soupçonne le RN d'avoir eu recours à des emplois fictifs au Parlement européen entre 2004 et 2016. Celui-ci estime son préjudice à près de sept millions d'euros. Vingt-sept membres ou ex-membres du parti s'aligneront sur le banc des prévenus, dont le maire de Perpignan Louis Aliot, le député Julien Odoul, fraîchement nommé codirecteur de campagne des législatives, et surtout Marine Le Pen, sur laquelle plane la menace d'une peine d'inéligibilité.

« Tube ». Face à ce risque, et surtout celui de perdre en notabilité lors d'un procès-fleuve, la leader a préféré prendre les devants. Elle compte être très présente et défendra sa propre définition de l'assistant parlementaire. « Je pense qu'il existe une incompréhension entre le monde judiciaire et le monde politique, plaide-t-elle jeudi dans le Parisien. Donc il est absolument important de venir expliquer que les assistants d'un élu ne sont pas des salariés du Parlement européen mais des assistants d'élus d'un parti politique. Par conséquent, ils ont évidemment vocation, pour un certain nombre d'entre eux, à faire de la politique. » Autrement dit, traduit l'un de ses proches : « Nous allons en faire un procès politique et pointer les choses extravagantes qui nous sont reprochées. »

Sa défense a attentivement suivi le procès du président du MoDem, François Bayrou, et en a tiré plusieurs leçons. Car si ce dernier a été relaxé en février, ses proches ont pour la plupart été condamnés. Une mauvaise nouvelle pour le RN qui espère au moins sauver son image. Alors que le centriste niait en bloc toute accusation, Marine Le Pen souhaite sortir du « tube », comme elle le surnomme. Alexandre Varaut, eurodéputé et avocat de profession désigné comme porte-parole du parti pour le procès, explicite : « Le Parlement européen cherche à nous enfermer dans un corner et à nous éloigner du pouvoir. Un assistant RN devrait se consacrer à du législatif au Parlement européen alors que nous sommes victimes du cordon sanitaire et que nous ne pouvons rien faire voter ? Non, il doit faire de la politique. »

> ***Si nombre d'élus s'avouent inquiets d'une potentielle condamnation de membres du RN, ils s'affichent sereins sur le risque d'inéligibilité de Marine Le Pen***

Concrètement, le RN veut arguer que les députés seraient libres d'octroyer les tâches qu'ils souhaitent à leurs assistants, même rémunérés par Bruxelles, tant qu'il n'existe pas d'enrichissement personnel, et que le travail d'un élu de l'opposition ne serait pas le même que celui de la majorité. « C'est l'enjeu de ce procès et c'est une question de sciences politique avant d'être juridique », avance Alexandre Varaut. L'enjeu pour le parti est surtout de tenter de focaliser le débat public sur cette version.

Par ailleurs, si le tribunal de Paris a estimé qu'aucun élément ne prouvait que François Bayrou avait donné des instructions ou eu connaissance d'un tel « système », l'affaire risque d'être plus corsée pour Marine Le Pen. « Il n'y a pas de système, mais une organisation », conteste le porte-parole qui évoque des instructions très limitées. Plusieurs craignent toutefois la « vengeance » d'ex-frontistes contestant cette version.

Au vu de l'ampleur du procès, le parti a réuni ses troupes en visioconférence lundi pour distiller les éléments de langage. Les élus ont, par ailleurs, été informés de la plainte pour diffamation que Jordan Bardella dit vouloir déposer contre le journaliste de Libération Tristan Berteloot. Dans son livre La Machine à gagner. Révélations sur le RN en marche vers l'Elysée paru mi-septembre, il affirme que le président du RN, non concerné par le procès, a produit des documents factices attestant de tâches jamais réalisées pour l'ex-eurodéputé Jean-François Jalkh en 2015. Des faux documents alors que le parti assume de faire travailler ses assistants pour le parti ? Alors que le RN conteste ces « accusations mensongères », Libération en publie une partie ce jeudi.

Si nombre d'élus s'avouent inquiets d'une potentielle condamnation de membres du RN, ils s'affichent sereins sur le risque d'inéligibilité de Marine Le Pen. « Je suis comme un chien, si Marine a le visage apaisé, moi aussi », sourit l'un d'eux. « Quel juge oserait porter cette responsabilité ? », défie un autre. Un dernier s'inquiète d'une dissolution l'an prochain : « Faire campagne après une condamnation ne sera pas évident... sauf si on convainc nos électeurs que ce n'est qu'un procès politique de plus. »

@Nina_Jacks

Théâtres de violences quasi quotidiennes, la Nouvelle-Calédonie et la Martinique s'enfoncent dans la crise

L'Outre-mer brûle et la classe politique regarde Matignon

Loin des yeux...

En Nouvelle-Calédonie, sept unités de force mobile viendront en renfort des 34 déjà présentes d'ici au 24 septembre, a appris l'Opinion auprès du ministère de l'Intérieur. En Martinique, un couvre-feu partiel a été instauré. Une réponse aux émeutes contre la vie chère, qui ont fait onze blessés parmi les forces de l'ordre.



SIPA PRESS

En Nouvelle-Calédonie, les violences n'ont jamais cessé depuis le mois de mai dernier.

Antoine Oberdorff

L'OUTRE-MER BRÛLE et la classe politique regarde ailleurs, essentiellement en direction de Matignon. Pourtant, les signaux de détresse ne manquent pas. De l'Indo-pacifique jusqu'aux Antilles, en passant par Mayotte, les points chauds se multiplient, les pertes humaines aussi.

En Nouvelle-Calédonie, le climat insurrectionnel qui règne depuis le 13 mai n'a jamais réellement disparu. Sur place, les forces de l'ordre n'ont pas relâché le niveau de vigilance aux abords du fief indépendantiste de Saint-Louis, au sud de Nouméa. Signe de ces tensions, les gendarmes ont essuyé pas moins de 330 coups de feu depuis le début des émeutes.

La nuit dernière, deux jeunes membres de la tribu kanake de Saint-Louis ont été tués par balle dans le cadre d'une opération spéciale du GIGN, portant le nombre de morts à treize en quatre mois. En voulant neutraliser ces deux hommes soupçonnés d'avoir organisé des embuscades et plus d'une soixantaine de « car-jackings », les autorités ont déchaîné la colère du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). Dans un communiqué, ce jeudi, l'alliance indépendantiste accuse les autorités françaises de commettre « un génocide » contre les populations autochtones.

Un point de non-retour alors que la date sensible du 24 septembre, jour de la prise de possession de l'archipel par la France en 1853, fait craindre de nouvelles violences. D'ici là, sept unités de force mobile, soit 480 gendarmes, viendront en renfort des 34 déjà présentes, indique le ministère de l'Intérieur.

« En l'absence d'initiative politique forte de la part de Matignon, il faut s'attendre à ce que la Nouvelle-Calédonie sombre dans une spirale de violences avec une économie ruinée, une mise en déroute de la santé publique et des haines durablement ravivées », alerte l'ancien haut-commissaire de l'archipel, Jean-Jacques Brot. A ce stade, cela relève, selon lui, d'une forme de « surdité volontaire », voire d'une « faute politique », tant les gestes ont manqué pour rétablir la confiance avec les responsables coutumiers – et donc la sécurité. « Dans quelle portion du territoire national accepterait-on d'avoir treize morts, cinq églises, deux loges maçonniques et un temple bouddhiste incendiés ? », interroge l'ancien haut fonctionnaire.

Couvre-feu. Certes, Michel Barnier a bien adressé un courrier au sénateur de Nouvelle-Calédonie Georges Naturel en date du 18 septembre pour lui assurer qu'il « mesurait la gravité de la situation actuelle et des enjeux » sur le Caillou. Mais il faisait de la borne des prochaines élections provinciales sa priorité « dans l'immédiat ». Or, savoir si ce scrutin pourra se dérouler d'ici au 15 décembre 2024 apparaît dérisoire pour nombre d'observateurs. « Il y a, selon l'ex-préfet Brot, un besoin d'Etat, non pas au sens colonial, réactionnaire ou répressif, mais au sens d'une structuration de la société calédonienne sur des bases républicaines et fraternelles. » Faut-il rappeler que le montant des dégâts matériels liés aux troubles s'élève à 2,2 milliards ?

A 15 000 kilomètres, en Martinique, le tableau n'est guère plus rassurant. A Fort-de-France, le mouvement de protestation contre la vie chère, lancé par le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes (RPPRAC) le 1er septembre, semble hors de contrôle. Mercredi 18 septembre, le préfet Jean-Christophe Bouvier a dû se résoudre à mettre en place un couvre-feu entre 21 heures et 5 heures du matin dans certains quartiers, comme en Nouvelle-Calédonie.

Aujourd'hui, Jiovanny William, le député martiniquais du groupe socialiste, désapprouve fermement les méthodes de ces gangs armés qui viennent infiltrer des cortèges pour y faire la loi. En revanche, les revendications des manifestants du RPPRAC en matière de pouvoir d'achat lui apparaissent « parfaitement légitimes ». Largement dépendants de l'import, les Martiniquais payent, en moyenne, leurs denrées alimentaires 40% plus cher que dans l'Hexagone, selon une étude de l'Insee publiée en juillet 2023. Résultat : le sachet de pain de mie s'y vend à 5,38 euros contre 2,15 euros à Paris.

Une rupture de la continuité territoriale qui préoccupe l'ensemble des élus ultramarins. Sur la XVIe législature, ils ont eu affaire à quatre ministres différents. « La plupart ont atterri au ministère des Outre-mer par dépit, soit parce qu'il fallait donner des gages au MoDem, soit sur la droite », regrette Jiovanny William. C'est peu dire que le défilé des chefs de parti et la valse ministérielle exaspèrent les Martiniquais.

@A_Oberdorff

La plupart des informations contenues dans le document envoyé aux parlementaires avaient déjà été transmises début septembre

Budget : le psychodrame sur les lettres plafonds s'achève enfin

Commedia dell'arte

Eric Coquerel, le président (LFI), et Charles de Courson, le rapporteur général (Liot) de la Commission des finances de l'Assemblée nationale avaient fait une descente à Matignon et à Bercy **pour connaître le détail des moyens alloués par le gouvernement sortant aux différents ministères**.

Marc Vignaud

TOUT ÇA POUR ÇA ! Jeudi, le gouvernement a enfin transmis à Charles de Courson et Eric Coquerel le fameux document budgétaire qui aurait dû leur être envoyé mi-juillet, si la loi organique sur les lois de finances avait été respectée. Il s'agit d'un rapport de 13 pages assez classique que l'Opinion a pu consulter. « Il n'y a pas grand-chose de nouveau par rapport aux nombreux documents qui nous avaient été communiqués le 2 septembre », constate, sans grande surprise, le rapporteur général de la Commission des finances du Sénat, le LR Jean-François Husson, lui aussi destinataire.

Parmi ces documents, Bruno Le Maire et Thomas Cazenave, les ministres sortants de Bercy, avaient déjà inclus les informations essentielles du « tiré à part », à savoir les tableaux fixant les crédits dont disposera chacun des ministères en 2025. Eric Coquerel ne s'était d'ailleurs pas privé de faire des comparaisons avec 2024 afin de mieux souligner la baisse de moyens. Ils sont accompagnés, cette fois, de brefs commentaires sur les choix effectués et d'un peu plus de détails.

Malgré la promesse de Matignon de transmettre ce document d'ici à la fin de la semaine, le président et le rapporteur général de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale avaient mis en scène, mardi et mercredi, une descente à Matignon puis à Bercy, pour réclamer les « lettres plafonds » signées en août par Gabriel Attal, fixant les moyens pour chaque ministère l'année prochaine. Matignon a refusé tout net, arguant, non sans fondements, qu'ils ne sont jamais transmis aux parlementaires, s'agissant de documents préparatoires internes à l'exécutif avant la présentation officielle du budget fixée chaque année début octobre. Le « tiré à part », que les parlementaires sont parfaitement en droit d'exiger de l'exécutif, est une sorte de synthèse de ces « lettres plafonds ». Contrairement à celles-ci, il n'inclut pas la description des réformes nécessaires dans chaque ministère pour les respecter.

Dépenses stables. Selon les arbitrages de Gabriel Attal, les dépenses de l'Etat resteraient stables l'année prochaine, à 492 milliards d'euros au total par rapport à la loi de finances initiale de 2024. Mais ça, on le savait déjà. Qu'apprend-on de plus dans le document transmis jeudi ? Que l'ancien Premier ministre ambitionnait de limiter la croissance totale de l'ensemble des dépenses publiques, incluant l'Etat, mais aussi les collectivités locales et la Sécurité sociale, à seulement 30 milliards entre 2024 et 2025, en tenant compte des annulations de crédits promises dans la dernière trajectoire budgétaire fixée en avril. Les dépenses publiques passeraient ainsi de 1 636 milliards en 2024, à 1 666 milliards en 2025. Soit une augmentation, faible, de 0,2% en euros constants.

Les dépenses des administrations de Sécurité sociales sont supposées rester stable, ce qui nécessiterait un effort très important. Evidemment, Michel Barnier sera libre de suivre, ou pas, Gabriel Attal. Les dépenses des administrations centrales (l'Etat mais aussi ses multiples opérateurs) augmenteront de 1% en volume. Celles des collectivités locales doivent baisser de 0,7%. C'est loin d'être assuré, tant l'Etat manque de moyens de pression... Il est aussi écrit noir sur blanc que les divers concours aux collectivités locales, d'un montant de 54,7 milliards « hors mesures exceptionnelles », progresseront de 500 millions d'euros, avec une « dotation globale de fonctionnement » stable. Des choix qui pourront, bien évidemment, être modifiés par Michel Barnier et son gouvernement.

@mvignaud

« Avec une tempête comme Boris, les effets sont encore plus dévastateurs », explique le chercheur Christophe Cassou

Climat : « Il y a un véritable déni de notre vulnérabilité »

Don't look up

Christophe Cassou est climatologue, directeur de recherche du CNRS au Centre Européen de Recherche et de Formation Avancée en Calcul Scientifique, co-auteur du dernier rapport du GIEC

Interview Irène Inchauspé

Peut-on relier la tempête Boris au réchauffement climatique ?

La formulation de la question est importante. Est-ce que la tempête Boris a été créée par le changement climatique : non ! Est-ce qu'elle a été rendue plus intense par le changement climatique : assurément. Dans quelle proportion ? Il faut encore quelques jours pour compiler l'ensemble les études dites d'attribution. Boris fait partie des tempêtes qui se forment habituellement en automne par la rencontre entre une masse d'air froid venant du Nord et une masse d'air chaud sur la Méditerranée. La masse d'air froid s'isole et forme une « goutte froide » qui s'est chargée en humidité lors de son passage sur la Méditerranée par évaporation, et elle a donc un grand potentiel de pluie. Le réchauffement climatique a des effets contradictoires sur ce type d'évènements. La probabilité d'avoir une coulée d'air aussi frais telle que l'on en a eu début septembre est exceptionnelle. De l'ordre d'une chance sur 100. Mais selon nos calculs, elle est environ cinq fois moins probable aujourd'hui qu'il y a trente ans, à cause du réchauffement climatique. Mais en même temps, l'augmentation de température conduit une augmentation de la quantité de vapeur d'eau de l'atmosphère, environ 7% pour 1°C selon la loi de Clausus-Clapeyron établie il y a 200 ans environ. Donc, le changement climatique tend aujourd'hui à inhiber les tempêtes de types Boris, mais quand l'une d'elles se forme, à en accentuer des effets alors plus dévastateurs qu'autrefois car elle déverse davantage de quantité d'eau.

Les incendies qui sévissent au Portugal et les canicules cet été à Rome ou en Grèce ont-ils un lien plus direct avec le changement climatique ?

Oui et l'on peut être affirmatif : le réchauffement climatique rend plus fréquentes et plus intenses les vagues de chaleur et les conditions propices aux incendies. A Rome par exemple, le dernier record de durée d'une canicule était de 24 jours et datait de 2022. En 2024, il a été pulvérisé avec 40 jours ! Les chaleurs extrêmes et le réchauffement chronique ont aussi un effet sur l'humidité des sols et, au final, sur les nappes. En France, par exemple, on a enregistré une diminution de la ressource en eau d'environ 15% depuis les années 2000. Ce n'est pas dû à des pluies moins abondantes, comme on le dit souvent, mais essentiellement à l'évaporation de l'eau des sols due à une atmosphère plus chaude. Il faut toujours faire le bilan complet, c'est-à-dire les précipitations moins l'évaporation et le ruissellement pour connaître la ressource disponible en bout de chaîne.

> *« Nous ne sommes même plus dans le statu quo politique, mais dans la régression alors que la perte de biodiversité et les risques climatiques explosent en Europe et ailleurs »*

Comment peut-on s'adapter à ces changements ?

Il faut toujours rappeler que si on ne cherche pas à réduire les gaz à effet de serre, il y a un moment où l'on ne pourra plus s'adapter. Car il existe des limites dures à l'adaptation qui nous font basculer dans l'irréversibilité. Le but de l'adaptation est de diminuer le risque qui inclue la vulnérabilité et l'exposition à l'aléa (canicules, pluies extrêmes, etc.). L'adaptation peut être simplement réactive. Par exemple, on installe des climatiseurs quand il fait chaud, ou alors on accroît l'irrigation des cultures. Elle peut être anticipative, à l'instar de la mise en place de plan canicule ou la construction d'une retenue d'eau. Mais ces adaptations sont palliatives et sont insuffisantes car elles nous verrouillent souvent dans des pratiques peu résilientes à un climat qui change vite et très fortement. L'adaptation « transformative » qui va jouer sur l'exposition au changement climatique, diminue plus efficacement les risques et prépare le long terme. Par exemple, en modifiant certaines pratiques agricoles pour réduire la demande en eau et mieux partager la ressource dans un cadre juste, équitable, solidaire. Le plan d'adaptation de Christophe Béchu manquait un peu d'ambition mais il avait le grand mérite de poser un cadre et une méthodologie.

Comment jugez-vous l'attitude des politiques face à ces enjeux climatiques ?

Tous les climatologues et écologues sont sidérés. Nous ne sommes même plus dans le statu quo politique, mais dans la régression alors que la perte de biodiversité et les risques climatiques explosent en Europe et ailleurs. Economiquement, les coûts climatiques se chiffrent en plusieurs points de PIB ! Ne pas lancer une vraie politique d'adaptation à la hauteur est un choix politique. Nous sommes vraiment dans une situation semblable à celle du film *Don't look up*. Il n'y a plus de déni du changement climatique, sauf quelques irréductibles, comme ceux qui croient que la terre est plate, mais il y a un véritable déni de vulnérabilité. Nous ne sommes pas prêts, contrairement aux discours lénifiants qui au final visent à maintenir le statu quo pour préserver certains privilèges et intérêts particuliers ! Cynisme et irresponsabilité se côtoient. Nous courons sans cesse après le réchauffement climatique.

@iinchauspe

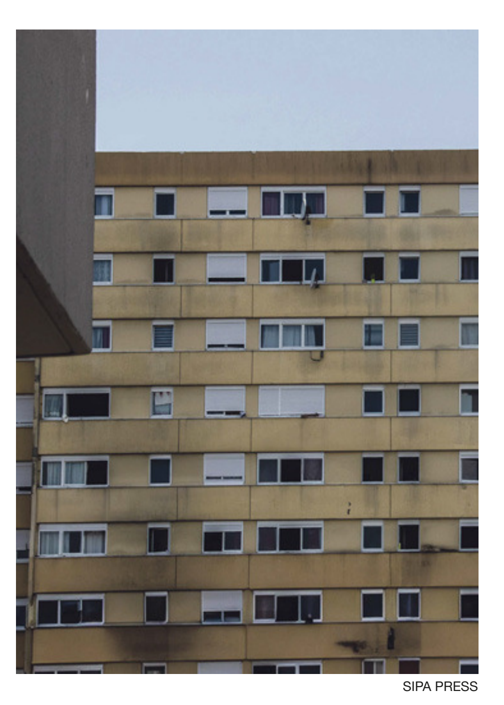
Les statistiques qui permettraient de comprendre et de lutter contre le phénomène sont rares, opaques et parcellaires

Mal-logement : la France pâtit du manque de données fiables

Bug

Au moins 30 700 enfants seraient sans domicile en France et près de 16% des mineurs vivent dans un logement surpeuplé, soit un bond de 10% entre 2022 et 2023. Par ailleurs, 39,3% des familles habitent dans un logement vétuste ou potentiellement indécent, selon la dernière étude de la fondation Abbé Pierre publiée ce 19 septembre. Ces chiffres placent l'Hexagone au-dessus des moyennes européennes.

Sandra Mathorel



SIPA PRESS

Un immeuble HLM à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis.

La lutte contre le mal-logement se résume-t-elle à la data ? Assurément non, mais elle en est une composante essentielle, longtemps sous-estimée par les gouvernements et notamment dans l'Hexagone. « L'idée, selon laquelle la mesure statistique du sans-abrisme contribue à éclairer l'intervention politique, semble enfin faire son chemin », écrit la fondation Abbé-Pierre dans son 9e Regard sur le mal-logement en Europe, publié ce jeudi 19 septembre en collaboration avec la Feantsa (Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri). Mais, il reste encore beaucoup à faire en ce sens à l'échelle nationale de chaque pays. « Même si les progrès de la couverture statistique sont notables, ils sont encore insuffisants pour jauger objectivement la situation », observe Nicolas Horvat, chercheur à la Feantsa. A ce titre, la France est une bien mauvaise élève ! Certes, l'Insee, le référent officiel de la statistique, a déjà publié une étude sur les sans domicile*, mais elle date de… 2012. En filigrane, le désintérêt de l'Etat est manifeste, alors qu'Emmanuel Macron avait promis en 2017 que plus personne ne dormirait dans la rue avant la fin de l'année.

Entretemps, il y a bien eu quelques investigations supplémentaires de l'Ined (Institut national d'études démographiques) ou de l'Insee, mais de manière parcellaire. Quel que soit le pays, « les données recueillies sont fragmentaires », constate Nicolas Horvat. Cette problématique est « un combat de longue haleine, déplore Sarah Coupechoux, chargée de mission Europe à la fondation Abbé Pierre. Quand nous avons lancé notre enquête en 2015, notre premier constat a été de voir qu'il n'y avait justement pas de données centralisées. Le mal-logement [le sans-abrisme, mais aussi la surpopulation dans le domicile et le logement insalubre] était dans une totale invisibilité. Or, il est très compliqué de faire comprendre aux gouvernants l'ampleur du phénomène sans données chiffrées exhaustives, mais aussi de faire des préconisations ». Comment, en effet, prescrire le bon traitement si la maladie est mal diagnostiquée ?

Bazar. « La France pourrait s'améliorer et disposer de statistiques plus à jour, confirme Freek Spinnewijn, le directeur de la FEANTSA. Les pays qui recueillent des données luttent mieux contre le sans-abrisme ». Et de citer en exemple l'Allemagne, l'Autriche ou encore la Belgique, qui ont récemment lancé de nouvelles méthodes de recensement plus efficaces. Certes, ces enquêtes sont complexes, surtout à l'échelle nationale. « Elles demandent beaucoup de travail et de ressources scientifiques. Il faut faire remplir des questionnaires auprès des structures qui doivent par ailleurs être identifiées, puis il y a tout un travail de modélisation », reconnaît Sarah Coupechoux. L'Insee fait état, dans son avant-propos en 2012, des difficultés rencontrées : des personnes, par définition, mobiles et peu visibles qui « se dissimulent souvent, surtout la nuit, pour des raisons de sécurité » et qui ne fréquentent pas forcément les hébergements d'accueil. Mais, l'institut a aussi fait le choix d'enquêter uniquement dans les villes de 20 000 habitants et plus, ce qui exclut par définition une large partie du territoire, et de ne pas décompter les personnes hébergées par des tiers ou dans les squats. « C'est très insuffisant pour avoir une estimation réelle, réprouve Sarah Coupechoux. Il faut aussi savoir que ce type d'enquête coûte cher à l'Etat… »

Selon la fondation, ce type d'enquête nécessiterait un budget de 9,5 millions d'euros, un chiffre qui n'a été ni confirmé ni infirmé à l'Opinion malgré nos sollicitations. « On peut comprendre que le gouvernement soit frileux, mais cela justifie-t-il pour autant treize années de silence ? », interroge-t-elle. L'institut a en effet été mandaté pour mettre à jour son étude en 2025. Les associations, elles, se substituent tant bien que mal aux organes publics et se débrouillent avec les moyens du bord, alors que ce n'est pas initialement leur rôle. Résultat, « les chiffres que nous avons présentés sont forcément très en-dessous de la réalité ».

*Enquête Sans-Domicile 2012 (SD2012).

Le directeur du groupe scolaire Immaculée Conception, à Pau, vient d'être suspendu pour trois ans

L'« Immac », nouveau boulet de l'enseignement catholique

Bis repetita

Une manifestation de soutien au chef d'établissement est organisée ce samedi 21 septembre. **Des « manquements graves et persistants »** ont été relevés à l'issue de la procédure disciplinaire.

Marie-Amélie Lombard-Latune

« L'Immac », après « Stan » l'an dernier : dans les milieux catholiques, l'affaire alimente les conversations. A l'issue d'un rapport d'inspection de l'Académie de Bordeaux, le directeur du groupe scolaire Immaculée Conception à Pau, Christian Espeso, 61 ans, a été interdit d'exercer à titre temporaire pour trois ans le 11 septembre en raison de « manquements graves et persistants » – ce sont les termes de la notification officielle dont l'Opinion a eu connaissance – quant aux obligations du contrat d'association entre cet établissement et l'Etat.

Le dossier n'étant pas public, les convictions personnelles priment souvent sur les faits. Le directeur, depuis onze ans à la tête du plus important groupe scolaire privé sous contrat du Béarn, est ardemment défendu par les parents d'élèves qui louent sa poigne et adhèrent, dans leur grande majorité, à ses orientations conservatrices. Le rapport disciplinaire lui reproche de jouer sur les ambiguïtés : une catéchèse déguisée en « cours d'enseignement religieux », une « marche Pau-Lourdes » organisée sur le temps scolaire qui avait tout du pèlerinage ou encore le retrait du CDI de livres tels que *Réparer les vivants* de Maylis de Kérangal ou *Je voudrais que quelqu'un m'attende quelque part* d'Anna Gavalda et, enfin plus généralement une position « très critique à l'égard des programmes de l'enseignement public ». Ainsi qualifiait-il de « bouillasse » les nouveaux manuels scolaires du collège.

Déjà prié en 2021 de se mettre en conformité avec la loi Debré par la direction de l'Académie de Bordeaux, Christian Espeso avait traité ces injonctions avec légèreté, pour ne pas dire un certain mépris, regrette-t-on à mi-voix au sein de l'enseignement catholique. Il n'empêche que la sanction – 3 ans de suspension qui, à 61 ans, s'apparentent à une éviction – est jugée très lourde.

Ambiguïtés. Cette affaire illustre les difficultés de l'enseignement catholique qui s'estime injustement attaqué par ceux prompts à rallumer la « guerre scolaire », mais peine aussi à se mettre dans les clous pour éviter l'accusation de recevoir de l'argent public sans respecter strictement la loi. L'affaire de Stanislas avait déjà soulevé ces ambiguïtés. Jeudi, face à la presse, le secrétaire général de l'Enseignement catholique, Philippe Delorme, a tenté de convaincre. Oui, les écoles catholiques doivent se conformer au contrat d'association et les contrôles, « appropriés et proportionnés », sont « pleinement légitimes ». Mais, insiste-t-il, ce contrat « ne nous demande pas de « faire pareil » que l'enseignement public ». « L'école catholique assume que son projet éducatif ne soit pas "neutre" ».

D'où, pour citer quelques exemples, la messe, qui peut être organisée sur le temps scolaire mais doit rester facultative. D'où aussi « le projet chrétien » qui est plus large que la seule activité religieuse : « Les parents nous disent rarement : "Je vous choisis parce que vous êtes cathos" mais le projet qu'ils choisissent est chrétien. C'est aussi ce que nous disent les familles musulmanes qui nous rejoignent. » Cette année, en dépit du déclin démographique, l'enseignement catholique fait toujours le plein.

La frontière est parfois ténue entre ce qui relève du « caractère propre » et de l'association avec l'Etat. Des chefs d'établissement l'interprètent à l'aune de leurs propres critères, l'adaptent en fonction de leurs publics. A l'Immaculée Conception de Pau, beaucoup de familles, souvent dans la sphère militaire, réclament ainsi un virage conservateur. Preuve que le sujet est devenu épidermique, Philippe Delorme s'insurge : « Jusqu'où va-t-on aller dans la chasse aux sorcières et l'inquisition ? La loi Debré doit être respectée mais pas au-delà. Sinon, on aura bientôt l'interdiction des crucifix dans les classes ! »

@malombard

La lettre de cadrage envoyée au ministère par Gabriel Attal prédit des enveloppes en recul par rapport à 2024

Ce que prévoit le prochain budget pour l'Agriculture

Points de friction

En attendant la composition d'un nouveau gouvernement, le budget prévisionnel **suscite déjà des alertes** chez Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture démissionnaire.

Emmanuelle Ducros

L'ANNÉE 2024 avait été plutôt faste pour le budget de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, qui avait vu ses dotations augmenter comme jamais (+27% pour les autorisations d'engagement et +17% pour les crédits de paiement). 2025 ne sera pas du même tonneau. Selon la lettre de cadrage budgétaire envoyée par Gabriel Attal à Marc Fesneau – consultable dans son intégralité sur lopinion.fr –, les deux postes sont à la baisse pour 2025, de 9,5% pour les autorisations d'engagement (6,8 milliards d'euros) et de 4,5% pour les crédits de paiement (6,6 milliards). Il convient, évidemment, d'ajouter à ces budgets les 13 milliards d'euros de la politique agricole commune (PAC).

La nécessité globale de faire des économies et de réduire la dépense publique n'épargne pas l'agriculture, ce qui est normal. Mais l'exercice est particulièrement périlleux à l'issue d'une année marquée par une crise agricole sans précédent, avec des manifestations monstres. Le budget prévisionnel suscite déjà des alertes chez Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture démissionnaire en attendant la composition d'un nouveau gouvernement.

> *« Il y a pas mal de niches fiscales auxquelles on devrait plutôt s'attaquer »*

« Des engagements ont été pris envers les agriculteurs pendant cette crise, qui doivent être tenus. De ce point de vue là, j'estime qu'on y est. Cependant, à la réception de la lettre, j'ai écrit à Gabriel Attal pour signaler des points qui sont à mon sens préoccupants », commente Marc Fesneau.

Forêts. Trois points coincent, selon lui. D'abord, la constance des budgets destinés à l'enseignement agricole : « Oui, ils sont stables, mais en face, il y a des effectifs d'élèves qui augmentent, et, en plus, la nécessité de mettre en place le "choc des savoirs". On va avoir un problème d'effectifs. De mon point de vue, cela peut se régler en dispensant l'enseignement agricole de ce dispositif, à mon sens inutile. » L'enjeu, c'est de maintenir les exigences de formation pour les futurs agriculteurs, dont l'installation était un des piliers de feu la grande loi agricole consécutive à la crise. Elle a été fauchée en plein vol par la dissolution.

Marc Fesneau s'inquiète aussi de la baisse prévue des budgets destinés à l'entretien, à la gestion et au renouvellement de la forêt. « La baisse des budgets de l'ONF et du CNPF, qui s'occupe de la forêt privée, ne passera pas à l'Assemblée. On a des défis énormes de lutte contre les incendies, de préservation des puits à carbone, on ne peut pas sacrifier ce poste, explique le ministre, c'est grotesque. D'une façon plus générale, les volets de planification écologique de l'Agriculture doivent être sanctuarisés. Ils ne le sont pas. »


SIPA PRESS

Les inquiétudes autour du budget prévisionnel surviennent au cours d'une année marquée par une **crise du secteur** sans précédent.

Marc Fesneau cite, notamment, les financements du plan protéine (supposé rendre à la France une autonomie en protéines végétales, alors qu'elle importe de gros volumes de tourteaux de soja, de tournesol, pour l'élevage), le plan azote (destiné à reconstruire une autonomie en engrais, elle aussi grandement déficiente) et le plan de souveraineté pour les fruits et légumes (40% à 60% étant importés, selon les catégories de produits). « Dans le détail, on constate une réduction de moitié de ces budgets, et ce n'est pas possible », estime Marc Fesneau.

« Formelle ». Il déplore, enfin, que les budgets destinés à la recherche agronomique soient écornés de plusieurs millions d'euros. « Cela va affecter les "Parsada", les plans d'anticipation du retrait des phytosanitaires, qui ont pour mission de trouver des alternatives. Ils devraient être renforcés dans le cadre du plan Ecophyto, là, c'est un coup de frein. » Autrement dit, ce qui est atteint, c'est la philosophie du « pas d'interdiction sans solution ».

« Il y a pas mal de niches fiscales agricoles auxquelles on devrait plutôt s'attaquer », estime le ministre, sans toutefois préciser lesquelles. Celle du gazole non routier (GNR) par exemple ? La Cour des comptes estimait, la semaine passée, que le maintien d'une fiscalité avantageuse sur ce carburant pénalise le développement d'alternatives à base de biocarburants. Une réorientation de cette fiscalité serait souhaitable, de manière à la rendre plus verte en favorisant les cultures à visée énergétique. Mais le sujet est éruptif et nécessiterait un calibrage fin dans le temps : la fin de la taxation avantageuse du GNR avait été une des raisons qui avaient mis les agriculteurs sur les routes et il faudra du temps avant que le relais soit pris par des biocarburants en quantité suffisante.

« Il s'agit d'un budget établi par un Premier ministre démissionnaire, transmis à des ministres démissionnaires et qui sera soutenu par un autre Premier ministre qui, pour l'instant, n'a pas de gouvernement, temporise Marc Fesnau. Autant dire que cette lettre doit être considérée comme assez formelle. Je la considère comme une base de travail, mais en tant que président de mon groupe parlementaire à l'Assemblée (NDLR : Modem), je m'en saisirai et je ferai valoir mes arguments. »

@emma_ducros

Train. Eurostar menace de suspendre la desserte des Pays-Bas en 2025

LES TRAINS EUROSTAR (ex Thalys) pourraient cesser de desservir les Pays-Bas l'an prochain. Gwendoline Cazenave, la directrice générale de la compagnie ferroviaire, l'a clairement annoncé dans une tribune publiée dans le quotidien économique néerlandais *Het Financieele Dagblad*.

En cause : le manque de visibilité sur le réseau ferroviaire néerlandais. Eurostar serait ainsi contraint de « suspendre les liaisons entre Amsterdam et Rotterdam, d'une part, et Londres et Paris, d'autre part, au cours de l'année 2025 ».

Deux sujets irritent Eurostar. D'une part, les difficultés opérationnelles liées à la dégradation du réseau ferroviaire – les trains doivent notamment rouler à 80 km/h au lieu de 160 km/h sur plusieurs portions du réseau – et l'incertitude autour de la réouverture du terminal international de la gare d'Amsterdam Centraal.

En 2023, 4,2 millions de passagers ont voyagé entre les Pays-Bas, la France, le Royaume-Uni et la Belgique grâce à Eurostar, assure la compagnie, détenue majoritairement par l'entreprise publique française SNCF Voyageurs, avec des participations de la compagnie belge SNCB, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et le fonds d'investissement Federated Hermes.

Le cercle des initiés

Intel, la décadence boursière d'une star déchue de la Tech

La chronique de Alexandre Garabedian

INTEL RALENTIT LA RÉINDUSTRIALISATION DE L'EUROPE

Par une ironie dont l'Histoire est coutumière, Intel a annoncé tourner le dos à l'Europe le jour où Ursula von der Leyen présentait la nouvelle équipe de commissaires chargée de redresser la compétitivité du continent. Le fabricant américain de semi-conducteurs va repousser de deux ans son projet de construction de deux usines géantes, l'une près de Wroclaw, en Pologne, l'autre à Magdebourg. L'investissement en Allemagne, d'un 30 milliards d'euros, que Berlin subventionnait à hauteur d'un tiers, n'était pas seulement le plus dispendieux d'un groupe étranger dans le pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Il symbolisait l'ambition de réindustrialisation de l'Union européenne, dont le commissaire sortant Thierry Breton s'était fait le héraut en promouvant il y a deux ans le Chips Act, sa feuille de route pour le secteur des semi-conducteurs.

Cours d'Intel
En dollars
48 / 42 / 36 / 30 / 24 / 18
19 mars 2024 — 23 sept.
SOURCE : BOURSORAMA

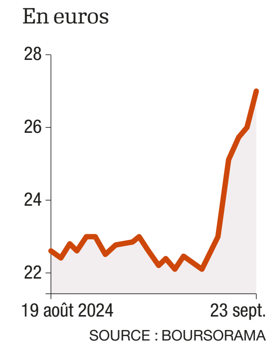
Son successeur Stéphane Séjourné, propulsé grand manitou de la prospérité et de la stratégie industrielle à Bruxelles, ne peut que constater les dégâts. Le revirement doit beaucoup aux difficultés d'Intel, qui fut à la bulle internet ce que Nvidia est aujourd'hui à la vague de l'intelligence artificielle. La star déchue de la tech a vu ses puces devenir peu à peu obsolètes et est entrée dans une longue phase de décadence boursière que rien ne semble pouvoir arrêter. Elle vaut à peine 90 milliards de dollars, peu ou prou ce que les capitalisations des big techs peuvent gagner ou perdre en une journée à Wall Street.

Les difficultés de l'Europe à relocaliser des industries d'avenir dépassent toutefois le cas Intel. Plusieurs projets de gigafactories sont remis en cause aujourd'hui, par exemple dans les batteries électriques en raison de la faiblesse de la demande pour les véhicules verts. Un rappel cruel que des subventions massives ne suffisent pas à faire une politique industrielle.

REXEL PEUT FAIRE MONTER LES ENCHÈRES

Brad Jacobs aime la France, du moins ses belles valeurs moyennes. Le milliardaire américain, qui avait avalé le transporteur Norbert Dentressangle en 2015, veut récidiver avec Rexel. Il vient d'adresser au distributeur de matériel électrique une offre d'achat à 8,5 milliards d'euros, aussitôt repoussée. Le groupe considère qu'elle le « sous-valorise de façon significative ». Une manière polie de fermer la porte à une offre que les analystes jugent opportuniste, sans la verrouiller à double tour.

Cours de Rexel
En euros



Numéro deux mondial du secteur, au coude-à-coude avec l'américain Wesco mais encore loin derrière son compatriote non coté Sonepar, Rexel peut espérer faire monter les enchères. Le prix indicatif de 28 à 28,40 euros formulé par l'investisseur est inférieur au sommet boursier de 28,70 euros touché en mai. Il valorise l'entreprise, dette comprise, à moins de 7 fois son excédent brut d'exploitation, alors que les transactions dans le secteur se sont réalisées à un multiple moyen de 10 fois, selon AlphaValue. Rexel est certes soumis aux aléas du secteur de la construction, n'affiche pas les meilleurs taux de marge de son industrie et ne pourrait trouver aucune synergie de coûts avec QXO, la coquille vide de Brad Jacobs. Il n'en bénéficie pas moins d'un mouvement de fond, l'électrification de l'économie, et d'opportunités de consolidation, en particulier aux Etats-Unis.

Cevian pourrait bien mettre tout le monde d'accord. Le fonds activiste suédois, qui sait se montrer patient, détient près de 23% du capital de Rexel et un siège au conseil. Présent au tour de table depuis huit ans, il a repoussé, à l'unisson avec les autres administrateurs, l'approche de l'homme d'affaires américain. En attendant mieux ?

LE PARI GÉANT DE BLACKROCK SUR L'IA

Transformer l'épargne des ménages pour financer l'innovation : Mario Draghi en rêve pour l'Europe, Larry Fink le fait aux Etats-Unis avec BlackRock. Le numéro un de la gestion d'actifs vient de s'associer à Microsoft et à Abu Dhabi pour lancer un fonds dédié aux infrastructures de l'intelligence artificielle. Les montants donnent le tournis. Le groupe espère récolter 30 milliards de dollars de capitaux, ce qui placerait d'emblée le véhicule dans la catégorie des plus gros fonds jamais levés. Grâce à l'effet de levier permis par la dette, 100 milliards de dollars pourraient au total être déployés, avant tout outre-Atlantique. Et pour mettre toutes les chances de son côté, le gestionnaire s'est placé sous l'auguste parrainage de Jensen Huang, le fondateur et dirigeant de Nvidia.

La révolution industrielle de l'IA entraîne d'énormes besoins d'infrastructures. En centres de données et en puissance de calcul, mais au moins autant en électricité pour faire tourner la machine. En janvier, l'Agence nationale de l'énergie estimait que les besoins d'électricité des data centers dans le monde feraient plus que doubler entre 2022 et 2026, pour atteindre 1 000 térawattheures (TWh), l'équivalent de la consommation annuelle du Japon.

Cette débauche d'énergie sera-t-elle justifiée par les promesses de l'intelligence artificielle ? Il est trop tôt pour le dire, mais les professionnels de l'investissement y voient l'opportunité d'une vie. Au diable la sobriété. Ardent défenseur de l'ESG quand la finance verte n'était pas encore bannie des Etats américains les plus trumpistes, Larry Fink ne jure plus que par les infrastructures – décarbonées, cela va de soi. C'est d'ailleurs sa dernière emplette, GIP, racheté pour la bagatelle de 12 milliards de dollars en début d'année, qui pilotera l'initiative dans l'IA.

ACCORINVEST SE LOGE À BONNE ENSEIGNE SUR LE MARCHÉ DE LA DETTE

Regagner un accès au marché obligataire est une forme d'accomplissement lorsque l'on a dû restructurer sa dette comme AccorInvest il y a trois ans. L'ancienne filiale d'Accor, dont le groupe hôtelier a cédé le contrôle tout en conservant 30% du capital, a levé mercredi 750 millions d'euros auprès des investisseurs. C'est mieux que les 600 millions visés lors du lancement de l'emprunt, qui servira à refinancer une partie d'un prêt-relais bancaire arrivant à échéance en mars prochain.

A la fois foncière et opérateur hôtelier pour les enseignes d'Accor, le groupe franchit une nouvelle étape pour reformater un bilan affaibli par plusieurs crises successives. Entre le Covid, l'impact de la guerre en Ukraine puis la remontée brutale des taux, AccorInvest a frôlé l'asphyxie. Il a lancé un plan de cession d'actifs de 1,7 milliard d'ici à fin 2025 pour se recentrer sur l'Europe, s'efforce de réduire régulièrement son ratio de levier, et a passé le premier semestre à négocier avec ses créanciers pour repousser de deux ans ses principales échéances. Ceux-ci ont accepté en juillet, moyennant un geste des actionnaires, qui ont injecté 200 millions d'euros au capital. Avec une dette nette ramenée à 3,5 milliards d'euros fin juin et un horizon de remboursement dégagé jusqu'en 2027, AccorInvest n'est pas redevenu une signature cinq étoiles, mais ne craint plus de tomber du toit.

@GarabedianAlex

L'AGEFI

Retrouvez **toutes nos chroniques** sur lopinion.fr

Global Britain
Royaume-Uni : où sont passés les ultrariches ? (la suite)

La chronique de Marc Roche

ROBERTO FRANKENBERG

L'Histoire n'en finit pas de se répéter et de passer les plats, fussent-ils faisandés. Avec la chasse aux ultra-riches lancée par le Labour au pouvoir, on se croirait revenu à la bataille sans merci entre les « têtes rondes » du puritain Oliver Cromwell, défenseur du Parlement, et les « cavaliers » de la gentry pro-royalistes. Aux yeux de Stefan Collignon, historien à la London School of Economics, le Premier ministre, Keir Starmer, ressemble à s'y méprendre au Lord Protecteur qui avait fait décapiter le roi Charles Ier pour trahison en instituant une dictature.

La même atmosphère glauque de haine contre les possédants. Le même zèle doctrinaire soi-disant au profit du bien commun. Les mêmes personnages aussi. D'un côté, un Starmer prêchant l'austérité, le travail et la vertu ; de l'autre, les nobles et les marchands dont les maîtres-mots restent bonne vie et négoce. Et la même issue, l'exode des nantis sous des cieux plus cléments. Hier, l'aristocratie monarchiste et aujourd'hui, les confortables patrimoines.

Avec son bagou, Charles Mullins serait capable de vendre du pétrole aux responsables de l'Opep. Le fondateur de la firme de plombiers « Pimlico Plumbers » tire de ses origines sociales modestes une soif de reconnaissance, le goût du labeur acharné et un grand pouvoir de séduction. L'autre jour, le self-made-man milliardaire a annoncé son transfert avec armes et bagages dans un paradis offshore sans préciser la destination. Le cas Mullins est loin d'être isolé. A son exemple, capitaines d'industrie, entrepreneurs, banquiers, avocats et autres gens illustres, britanniques comme étrangers, s'expatrient en prévision du coup de massue qui doit être annoncé le 30 octobre dans le premier budget de l'ère Starmer.

Petits souliers. Les experts en relocation des grandes fortunes déclarent être assaillis de demandes d'aide de candidats au départ. Le nombre de postulants paniqués, soucieux de se chercher une nouvelle patrie, aurait augmenté de 70% depuis le triomphe de la gauche lors du scrutin législatif du 4 juillet. La Suisse, Monaco, Dubaï, les Bermudes, les îles

> *« Le nombre de postulants paniqués, soucieux de se chercher une nouvelle patrie, aurait augmenté de 70 % depuis le triomphe de la gauche lors du scrutin législatif du 4 juillet »*

anglo-saxonnes, l'Italie, la Grèce et le Portugal sont les refuges les plus prisés. La banque suisse UBS, qui n'ignore rien des désidératas des privilégiés, a affirmé dans un récent rapport que la nation de Charles III devrait perdre 17% de ses millionnaires d'ici à 2028. Cette année, le nombre de partants pourrait doubler en franchissant la barre des 10 000.

Certes, le Brexit et les sanctions occidentales contre les oligarques russes ont déboussolé une population cosmopolite, par essence mobile, très sensible aux soubresauts économiques et sociaux. Mais après la retentissante défaite aux urnes des conservateurs, la gent cossue est plus que jamais dans ses petits souliers. La hausse de l'impôt sur les plus-values et sur les héritages, ainsi que la fin des exemptions bénéficiant aux retraités les plus aisés, sont à l'ordre du jour. En outre, la grande argentière, Rachel Reeves, s'est engagée à supprimer le statut spécial des « non-doms », les privilégiés étrangers qui ne sont taxés que sur les fonds rapatriés au Royaume-Uni et non pas sur l'ensemble de leurs biens.

« Ceux qui ont les épaules les plus larges seront pénalisés en premier lieu », a indiqué l'hôte du 10 Downing Street. L'imposition d'une TVA de 20% sur les écoles privées, la politique discriminatoire des meilleures universités, à commencer par Oxford et Cambridge, en faveur des diplômés de l'enseignement public, l'abolition des 92 pairs héréditaires restant à la Chambre des Lords et la poursuite d'une politique hostile au business au profit des syndicats et de la fonction publique attestent le renouveau de la lutte des classes.

Pourquoi répéter les mêmes erreurs que sous les cabinets travaillistes d'Harold Wilson et de James Callaghan au cours des années 1960 et 1970 qui avaient légué un pays à la traîne sur tous les plans par rapport à ses principaux concurrents ? Une taxation stratosphérique avait fait fuir les particuliers les plus opulents. On aurait pu penser que le nouveau venu aurait suivi l'exemple de son modèle, Tony Blair, aux affaires entre 1997 et 2007, qui était parvenu à attirer les riches en encourageant l'esprit d'entreprise via des dégrèvements. Il n'en est rien.

Cri d'alarme. La raison de pareil acharnement est simple. La nouvelle équipe aux manettes doit trouver les moyens de financer les investissements publics importants dans la santé, l'éducation, le logement et la transition énergétique promis dans le manifeste électoral. Or, le Bureau de la responsabilité budgétaire (Office for Budget Responsability, OBR) a lancé un cri d'alarme sur la détérioration de la situation britannique sous l'effet de l'envolée des dépenses de santé, du vieillissement de la population active, du poids des retraites et de la dette, de l'augmentation du budget de la défense ainsi que de la décarbonisation. « La diminution des rentrées et la progression des dépenses sont intenables », affirme l'organisme chargé de fournir au gouvernement des prévisions macroéconomiques plus crédibles que celles du Trésor.

> *« On peut tourner les choses dans tous les sens, le verdict apparaît accablant. Les chiffres sont incontournables. 1 % des contribuables au sommet de la pyramide règlent 30 % du total de l'impôt sur les revenus et 10 % plus de 60 % »*

On peut tourner les choses dans tous les sens, le verdict apparaît accablant. Les chiffres sont incontournables. En effet, 1% des contribuables au sommet de la pyramide règlent 30% du total de l'impôt sur les revenus et 10% plus de 60%. L'appareillage au grand large de nababs privera le fisc de recettes alors que les problèmes économiques s'accumulent et la croissance se languit.

Pourtant, sans sous-estimer, en privé du moins, les menaces, les édiles de la City restent confiants. A les écouter, les atouts d'Albion – langue anglaise, écoles privées de renom, vie artistique haut de gamme, stabilité institutionnelle, système judiciaire rodé et fuseaux horaires avantageux – sont autant de freins à l'émigration motivée par les seules considérations fiscales. La preuve, en dépit des aléas, Goldman Sachs conseille à ses clients d'investir dans les valeurs « made in Britain » à bas prix en raison d'une décennie de sous-évaluation boursière.

Reste que les remèdes choisis pour se dépêtrer du marécage du manque à gagner ne peuvent être que contre-productifs. La République cromwellienne a laissé un mauvais souvenir dans les livres d'histoire. Quand on prononce devant eux le mot République, les sujets de Sa Majesté répondent en chœur : « Pourquoi changer un système qui marche ? » Sage rappel par les temps qui courent.

@MarcRoche18

Au sein du SPD, certains s'interrogent sur l'opportunité de changer de leader pour les législatives allemandes de 2025

Brandebourg : l'impopularité de Scholz au cœur du scrutin

Doutes

Joe Biden et Kamala Harris ont donné l'exemple aux Etats-Unis. Il est possible de remplacer un sortant mal parti. Ce scénario travaille en Allemagne une partie des sociaux-démocrates à un an des législatives. **L'issue du scrutin régional, dimanche dans le Brandebourg, posera un nouveau jalon dans ce débat.** Le SPD est devancé dans les sondages par l'extrême droite dans un bastion tenu par la gauche depuis 1990.

Luc André (à Berlin)

A L'ANNONCE DES RÉSULTATS en Saxe et en Thuringe le 1er septembre, les mines se défont chez les sociaux-démocrates allemands. Avec respectivement 7,3% et 6,1% des suffrages, le SPD subit une sanction sans appel dans les urnes, reflet de l'impopularité du chancelier Olaf Scholz et de sa coalition avec les Verts et les libéraux. Avec ces revers, la nervosité monte d'un cran au sein de la formation de gauche : les prochaines législatives ne sont que dans un an.

Des interrogations pointent sur l'opportunité de changer de numéro 1. Les élections de dimanche dans le Brandebourg sont érigées par certaines comme un test déterminant. Dans la région entourant la capitale allemande, l'AfD, le parti d'extrême droite, joue les premiers rôles comme en Saxe et en Thuringe. Mais, à la différence des deux autres Länder d'ex-RDA, le SPD n'y est pas marginalisé depuis dix ans. Au contraire : il occupe la tête de l'exécutif sans interruption depuis 1990. Lors des législatives de 2021, les sociaux-démocrates ont enlevé les dix circonscriptions. Parmi les élus, un certain Olaf Scholz.

Pour composer avec le vent contraire venant de Berlin, le ministre-président Dietmar Woidke a choisi une campagne ultrapersonnalisée et tenu le chancelier à distance. « Qui veut Woidke vote SPD », proclament ses affiches, ou encore « Voter pour un crâne rasé ? Alors pour celui de Woidke », pour celui, notoirement chauve, qui s'érige en barrage contre l'AfD. Le responsable, au pouvoir depuis onze ans, suspend même son avenir politique à une première place du SPD. Un pari risqué : son parti est remonté dans les sondages où il est donné entre 25% et 26% , mais reste derrière l'extrême droite (27% à 29%) dans la dernière ligne droite.

« Mauvaise image ». « J'aurais préféré qu'on parle de contenus, mais stratégiquement c'est intelligent. Le jugement de l'opinion publique est désastreux », considère le militant Christopher Gordjy en marge d'un tractage sur le marché de Templin. Il doute toutefois que la politique nationale ne joue pas dans la décision des électeurs. Christian Hartphiel, cadre de la section SPD de ce territoire champêtre au nord de Berlin, acquiesce. Il l'a constaté lors des européennes et des communales au printemps. « Peu importe là où vont les candidats, ils sont toujours interrogés sur les livraisons d'armes à l'Ukraine », pointe le quadra. La guerre a eu des conséquences palpables dans la région, à commencer par la mise au ralenti de la raffinerie de Schwedt, locomotive de ce territoire également orienté sur l'agriculture et le tourisme, qui fonctionnait au pétrole russe. Héritage de la RDA, certaines entreprises locales étaient tournées vers le marché russe et ont dû se réorienter.

> *Au fil des mois, les médias allemands ont érigé Boris Pistorius en rival officieux du chancelier. Proche des gens, volontaire, doté d'un franc-parler, le ministre de la Défense incarne l'antithèse de celui-ci*

« Le gouvernement fédéral a une mauvaise image car il a discuté de nombreux sujets en public au lieu de se mettre d'accord en coulisses avant de communiquer. Cela s'explique par le besoin des Verts et des libéraux de prendre la lumière », poursuit Christian Hartphiel. A posteriori, il pense qu'Olaf Scholz aurait dû plus souvent taper du poing sur la table pour faire respecter la discipline au sein de sa majorité. S'il ne croit pas que les élections au Brandebourg décideront du nom du chef de file pour les législatives de 2025, le social-démocrate confesse des interrogations au sein de la base. « Mes collègues considèrent une nouvelle candidature d'Olaf Scholz à la chancellerie de manière mitigée. D'un côté, on ne peut pas dire qu'il soit illégitime à vouloir faire un mandat de plus. De l'autre, les Américains ont réussi une transition entre Joe Biden et Kamala Harris. Qu'il le mérite ou non, Olaf Scholz n'est pas très populaire. »



SIPA PRESS

Le candidat du SPD dans le Brandebourg, **Dietmar Woidke**, a décidé de tenir Olaf Scholz éloigné de sa campagne.

En guise de remplaçants potentiels, Christian Hartphiel cite le nom du ministre de la Défense Boris Pistorius, le responsable politique le plus populaire du moment outre-Rhin, et celui de Lars Klingbeil, le co-chef du SPD. Ce dernier, âgé de 46 ans, incarne le renouvellement, susceptible, selon le Templinois, de se reconnecter aux jeunes générations courtisées par l'AfD, notamment sur les réseaux sociaux. « Scholz ne devrait pas avoir peur d'une procédure de désignation ouverte », professe Christopher Gordjy. S'il peut s'imaginer faire campagne à nouveau pour le chancelier, il est aussi séduit par Lars Klingbeil et le médiatique secrétaire général du SPD Kevin Kühnert, 35 ans.

Au fil des mois, les médias allemands ont érigé Boris Pistorius en rival officieux d'Olaf Scholz. Proche des gens, volontaire, doté d'un franc-parler, le ministre de la Défense incarne l'antithèse d'un chancelier perçu comme distant ou parfois même arrogant. Le maire de Munich Dieter Reiter et l'ex-patron du SPD Franz Müntefering le soutiennent pour 2025. Des personnalités de second rang mais un signe que l'hypothèse fait son chemin, alors que l'intéressé n'a dévoilé publiquement aucune intention.

« Bon exemple ». Devant un centre commercial anonyme de Potsdam cerclé de barres d'immeubles, Boris Pistorius fait étalage de son entregent. Il a été invité par la candidate locale à quelques jours de l'élection dans le Brandebourg. Tracts à la main, il va à la rencontre des passants et défend sa modernisation de l'armée grâce à une enveloppe de 100 milliards d'euros. « Le fonds sera épuisé l'année prochaine. On a appuyé sur l'accélérateur », lance-t-il. A une dame qui critique le nombre de réfugiés ukrainiens, il explique que la Pologne ou la République tchèque ont fait beaucoup plus.

Le sexagénaire aux lunettes rondes affiche un profil de bon élève au sein d'une coalition portée sur le chahut, par exemple sur le budget 2025. « Je n'ai pas obtenu tout ce que je voulais. Mais si je râlais dans les médias, je serais le vrai perdant. » Axel, un électeur libéral, apprécie sa manière de « diriger en donnant le bon exemple », d'être sur « un pied d'égalité » avec les gens. « Ce n'est pas quelqu'un qui hésite comme le chancelier Scholz », abonde Michael, qui n'est pas un fidèle du SPD. L'homme à la tignasse blanchie demande de but en blanc au social-démocrate : « Serez-vous le prochain candidat à la chancellerie ? » Boris Pistorius sort la réponse de circonstance tout sourire. « Le parti a une procédure, il n'y a rien à dire de plus. »

Olaf Scholz ne pense pas une minute à céder la place. Malgré les mauvais sondages, ses stratèges croient pouvoir rééditer la remontada de 2021. La désignation du conservateur Friedrich Merz comme principal adversaire les renforce dans cette idée. Face à l'impulsivité du patron de la CDU, et sa faible cote de sympathie dans l'opinion, le sortant se voit une carte à jouer avec son calme olympien.

Plusieurs dirigeants d'extrême droite promettent des clauses dérogatoires. Tout en sachant que c'est difficilement réalisable

UE : le grand bluff des populistes sur l'immigration

Effet et ordonnance

Mercredi, le gouvernement néerlandais a demandé à Bruxelles une clause d'exception pour ne pas appliquer le pacte asile et migration… **dans le cas où il y aurait une révision des traités européens**. Ce qui n'est pas d'actualité, a répondu la Commission.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

Un jeu de dupes. Mercredi, le gouvernement néerlandais a annoncé triomphalement avoir demandé à Bruxelles une clause dérogatoire (« opt-out ») aux règles européennes sur l'asile et la migration. Une promesse de campagne qui avait aidé le Parti de la liberté (PVV, extrême droite) de Geert Wilders à arriver en tête lors des législatives à l'automne 2023. C'est devenu un engagement de la coalition de gouvernement, regroupant le PVV, le parti pro-agriculteurs BBB, le parti libéral de droite VVD, et le parti anti-corruption NSC, qui ont fait vœu de créer le « plus strict régime d'asile qui existe ».

« Nous devons à nouveau nous occuper de notre propre politique d'asile ! », s'est exclamée mercredi la ministre de l'asile et de la migration Marjolein Faber, issue du PVV. « Faber écrit l'histoire », l'a félicitée Geert Wilders. Pourtant, dans la lettre envoyée le jour même à la Commission européenne, Marjolein Faber est bien moins pugnace. « Avec cette lettre, je souhaite vous informer qu'afin de permettre aux Pays-Bas de remplir leurs objectifs, le gouvernement néerlandais demandera une clause dérogatoire au pacte européen sur l'asile et la migration, dans le cas d'une modification du traité », écrit-elle.

La Commission a saisi la balle au bond. « La ministre reconnaît que l'opt-out est seulement possible en cas de changement des traités, ce qui est un requis légal », a souligné une porte-parole de l'institution mercredi. Et d'ajouter : « On ne s'attend pas à un changement immédiat des règles européennes de l'asile et la migration, qui continuent d'être obligatoires pour les Pays-Bas. Nous nous félicitons aussi du fait que la ministre dise que les Pays-Bas continueront d'appliquer le pacte asile et migration, qui sera une priorité. » Ces règles permettent à La Haye de payer plutôt que d'accueillir des demandeurs d'asile, une option qu'a choisie le pays.

Un changement des traités, nécessitant l'unanimité des Vingt-Sept, est hautement improbable avant plusieurs années. Le gouvernement néerlandais reconnaît donc en creux que ses promesses n'étaient que des mesures de communication. « Cela prendra probablement beaucoup de temps. Mais tout de même, c'est un signe d'un vent nouveau qui souffle sur les Pays-Bas, […] comme un mini-Nexit », a commenté Geert Wilders devant le parlement national.

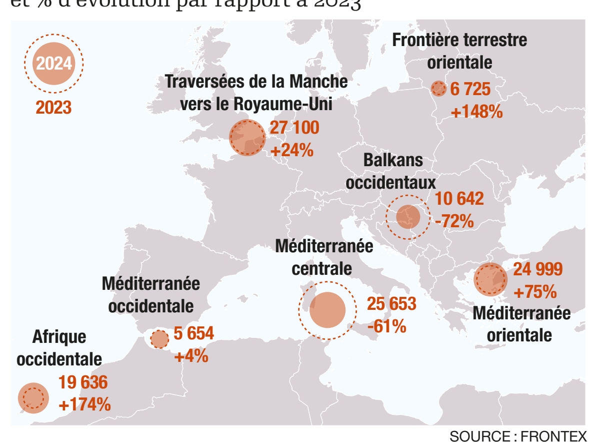
Contrôles. Les Pays-Bas s'inspirent du Danemark, qui bénéficie d'une clause dérogatoire sur les questions migratoires, à la suite d'un premier rejet du traité de Maastricht en 1992 avant une négociation pour le signer en excluant certains domaines. Malgré cette spécificité, le pays continue d'être cité en exemple par de nombreux responsables de droite, tel Eric Ciotti, qui s'y était rendu en 2023 pour défendre des mesures similaires en France, via une révision constitutionnelle.

Ce n'est pas la première fois que l'extrême droite instrumentalise la question migratoire. Le Premier ministre hongrois Viktor Orban s'en est fait une spécialité depuis 2010. Il y a dix jours, il a promis d'envoyer à Bruxelles des bus remplis de migrants irréguliers, ce à quoi la Commission a rétorqué qu'il s'agirait d'une grave violation des Traités. Depuis, les menaces n'ont pas été mises à exécution, mais le gouvernement a diffusé sur les réseaux sociaux des vidéos de son ministre devant des bus scolaires, soi-disant prêts à partir. En bref, une opération de communication à destination des citoyens hongrois et européens.

En Allemagne, l'extrême droite et la droite ont appelé le gouvernement à prendre des mesures fortes après l'attentat de Solingen fin août.

Nombre de traversées illégales des frontières extérieures de l'UE

De janvier à juin 2024, en nombre d'incidents par route et % d'évolution par rapport à 2023



SOURCE : FRONTEX

Lundi, l'exécutif a rétabli des contrôles à toutes ses frontières extérieures. Cette suspension du droit à la libre circulation dans l'espace Schengen est davantage une mesure de communication politique destinée à la population, qu'une mesure susceptible de tarir les flux de migrants.

Ce durcissement du discours sur les migrations contraste avec les chiffres : les entrées illégales sur le territoire européen et les demandes d'asile baissent depuis le début d'année. Les franchissements illégaux de frontières ont diminué de 30% selon Frontex, avec une chute encore plus marquée sur les routes les plus empruntées que sont la Méditerranée centrale (-60%) et les Balkans occidentaux (-72%).

@JadeGrandin

Certains juristes se penchent sur la légalité des dernières explosions à distance, prêtées à Israël, ayant touché le Hezbollah

Que dit le droit international sur les attaques au Liban ?

Bras de Thémis

Le Conseil de sécurité des Nations unies tiendra une session d'urgence vendredi après-midi pour examiner les récents développements sécuritaires au Liban. **La Slovénie, qui assure la présidence tournante de l'instance, a annoncé mercredi avoir accepté la demande de réunion formulée par l'Algérie**.

Pascal Airault

Deux jours après la première attaque technologique contre le Hezbollah, le commanditaire ne s'est pas déclaré publiquement bien que tous les regards se tournent vers Israël. La presse israélienne et son homologue américaine, citant des sources anonymes, y voient la main du Mossad. Mercredi, le ministre de la Défense de l'Etat hébreu, Yoav Gallant, a explicitement félicité cette agence de renseignement pour ses « grandes réalisations » et a annoncé le redéploiement de troupes à la frontière libanaise.

Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, ne semble pas avoir de doutes sur l'auteur des attaques même si le cabinet du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a démenti l'implication de son pays. « La logique derrière l'explosion de ces appareils est de faire une frappe préventive avant une opération militaire majeure », redoute le Portugais.

Le chef de l'ONU a remis en cause la légalité de ces attaques qui ont tué au moins 32 personnes et fait plus de 4 000 blessés, dont des civils. Certains ont perdu un œil ou un membre lors de l'explosion des bipeurs et des talkies-walkies. Ces attaques seront abordées vendredi au Conseil de sécurité à la demande de l'Algérie, membre non permanent de l'instance. « Il est très important qu'il y ait un contrôle efficace des objets civils, de ne pas les transformer en armes, a averti Antonio Guterres. Cela devrait être une règle pour tout le monde, que les gouvernements devraient être capables d'appliquer. »

Première dans l'histoire moderne des conflits, ces opérations de guerre technologique posent un certain nombre de questions liées au droit international humanitaire. Israël et le Hezbollah sont engagés dans un conflit armé depuis le 8 octobre dernier. Le mouvement chiite libanais, en signe de solidarité avec le Hamas, avait alors lancé une attaque contre une base militaire israélienne dans les fermes de Chebaa au début de la guerre à Gaza. Le bilan - avant les dernières attaques - était de 26 civils et 20 soldats tués côté israélien pour 450 combattants du Hezbollah et plus de 100 civils au Liban.

« Crimes de guerre ». Ancien conseiller juridique du département d'Etat aujourd'hui à l'International Crisis Group, Brian Finucane, explique sur le forum Just Security que les juristes devront déterminer si l'agresseur a violé des obligations du droit international humanitaire en matière de protection des civils, de respect de la proportionnalité des actions entreprises et d'utilisation des armes.

« Les civils ne peuvent pas être pris pour cible et doivent être protégés à tout moment, plaide pour sa part l'avocat new-yorkais Reed Brody, ancien conseiller juridique et porte-parole de l'organisation Human Rights Watch. Nous ignorons beaucoup de choses sur ces attaques, mais le fait de viser simultanément des milliers d'individus, qu'il s'agisse de civils

« Ces opérations ont été perpétrées sans aucune précaution, ni distinction »

ou de membres de groupes armés, sans savoir qui était en possession des engins, ni où ils se trouvaient et ce qui les entourait au moment de l'attaque, constitue probablement une violation du droit international. » Des experts se demandent ce qu'il serait advenu si les appareils avaient explosé dans un avion de ligne.

« Ces attaques constituent à mon avis des crimes de guerre, confie un autre juriste proche du procureur de la Cour pénale internationale (CPI). Elles peuvent entrer dans le registre des meurtres et assassinats volontaires, attaques dirigées intentionnellement contre des civils qui ne participent pas directement aux hostilités, attaques menées en sachant qu'elles causeront incidemment des pertes en vies humaines ou des blessures à des civils, etc. Au minimum, elles sont menées sans discrimination car il n'y a pas de possibilité de savoir qui tient l'engin et où exactement. » Parmi les victimes, on dénombre des civils tués ou blessés dans des zones publiques comme les marchés ou les rues. « Certains sont des membres du Hezbollah mais pas des combattants et, en tout cas, des personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, poursuit le juriste. Il s'agit d'attaques perpétrées sans aucune précaution, ni distinction. »

Il est encore trop tôt pour savoir quelles seront les conséquences juridiques de ces attaques. Israël et le Liban ne sont pas parties à la CPI. Le procureur de la juridiction internationale n'aura donc pas les moyens d'ouvrir une enquête à moins d'être saisi par le Conseil de sécurité, ce à quoi devraient s'opposer les Etats-Unis. Difficile aussi, pour l'instant, de relier ces attaques à la plainte déposée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice, sans connexions établies avec la situation à Gaza.

@P_Airault

Le chef de la formation anti-immigration Reform UK s'est engagé à la démocratiser et à la professionnaliser

Au Royaume-Uni, Nigel Farage veut moderniser son parti

Peau neuve

Après avoir raflé 14% des voix lors des élections législatives et décroché cinq sièges à la chambre des Communes, **Reform UK tient son congrès ce vendredi**.

Chloé Goudenhooft (à Londres)

Après son entrée fracassante à la chambre des Communes en juillet, Nigel Farage n'a pas encore « secoué » le parlement, comme promis. La présence du leader de Reform UK a d'ailleurs été plutôt discrète. Le défenseur du Brexit n'aura participé qu'à trois des quatorze votes organisés depuis qu'il est devenu député.

De fait, son pouvoir au sein du Parlement reste limité. Si le parti a raflé plus de 14% des voix, seuls cinq députés Reform UK ont réussi à se faire élire. Pour un parti d'extrême droite britannique, c'est un exploit, mais cela ne lui donne aucun poids législatif. Mais Westminster n'est pas non plus l'arène préférée du communicant en chef qu'est Nigel Farage. « Je suis plus un militant qu'un politicien de carrière », affirme-t-il.

« L'actualité mondiale est très forte, c'est la raison pour laquelle il n'a pas encore réussi à obtenir de poids au sein du parlement, estime pour sa part Judith Sijstermans, spécialiste du populisme et des partis politiques nationalistes à l'Université d'Aberdeen. Il y a beaucoup d'autres nouvelles qui le dépassent, de même que la direction prise par le gouvernement en ce moment. »

En coulisses en revanche, le chef de Reform UK a réfléchi à professionnaliser le parti. Alors que le congrès de rentrée démarre ce vendredi, Nigel Farage vient d'annoncer qu'il renonçait à en être l'actionnaire principal. D'abord appelée Brexit Party, l'organisation avait été créée en 2019 sous la forme d'une entreprise à responsabilité limitée. L'intention de Nigel Farage était « d'empêcher que le parti ne soit détourné par des personnes mal intentionnées ». C'est ce qui lui avait permis, fin mai, de redevenir chef du parti sans aucun processus démocratique. Mais il estime désormais ne plus avoir besoin de contrôler Reform UK et a annoncé remettre ce contrôle entre les mains des membres.

Vote de défiance. Nigel Farage a annoncé la mise en place d'un conseil d'administration ainsi que de nombreux changements pour démocratiser le parti. « Reform UK est conscient des critiques formulées à son encontre pendant l'été et des difficultés qu'il a eues à ancrer le parti dans tout le Royaume-Uni », poursuit Judith Sijstermans. L'existence de certains candidats avait par exemple été questionnée.

Selon la presse britannique, la nouvelle constitution de Reform UK pourrait aussi comprendre de révoquer le chef du parti par un vote de défiance. Mais il n'est pas sûr que Reform UK survive sans la figure charismatique de Farage. Le succès du parti a aussi été lié à un rejet des Tories plus qu'à une adhésion aux valeurs qu'il incarne.

@chloegouden

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

DE VOTRE VISION NAISSENT LES OPPORTUNITÉS

MyMand@te, c'est toute l'expertise des gérants de votre banque privée associée à des technologies avancées d'optimisation financière.

MyMand@te offre plus de 700 combinaisons possibles pour composer et tester votre mandat au travers d'une interface digitale. Il s'agit de la 1re offre de gestion sous mandat personnalisable et 100 % à distance.

En 2023, MyMand@te a franchi la barre du milliard d'euros d'actifs confiés par nos clients.

BNP Paribas Banque Privée, meilleure banque privée en France pour la gestion sous mandat (Euromoney 2024).



La banque d'un monde qui change

'Week-end

l'Opinion Week-end
Patrimoine
Luxe
Lifestyle

20 et 21 septembre 2024

NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Les entreprises auraient-elles de meilleurs PDG si les employés les élisaient ?

THE WALL STREET JOURNAL.

EN GÉNÉRAL, les employés n'ont pas leur mot à dire dans le choix des PDG ou des autres dirigeants d'une entreprise, même si, dans quelques cas, ils ont fait entendre leur voix après coup ces dernières années.

OpenAI, par exemple, a fait la une des quotidiens nationaux à la fin de l'année dernière lorsque le conseil d'administration a tenté d'évincer son directeur général et cofondateur, Sam Altman, avant de se heurter aux protestations des employés, qui ont été si fortes que M. Altman a été réintégré dans ses fonctions à la tête de l'entreprise quelques jours plus tard. Dans un autre cas, Apple s'est séparé en 2021 d'un top manager quelques semaines après l'avoir embauché, en raison du mouvement de contestation que ses commentaires sur les femmes dans un mémoire publié des années plus tôt avaient provoqué parmi les salariés.

Mais que se passerait-il si les employés jouaient un rôle dans le choix des PDG dès le départ, et si la sélection s'apparentait davantage à une élection ? La culture d'entreprise s'en trouverait-elle améliorée et les dirigeants seraient-ils plus performants ?

L'un des arguments qui va à l'encontre de cette idée est que les employés d'aujourd'hui ne s'impliquent pas assez ou n'en savent pas suffisamment pour avoir le droit de voter. En effet, de nombreux dirigeants se plaignent que les employés se montrent de moins en moins fidèles.



SIPA PRESS

Que se passerait-il si les employés jouaient un rôle dans le choix des PDG dès le départ, et si la sélection s'apparentait davantage à une élection ?

A mon avis, il s'agit d'un argument fallacieux, qui trahit davantage l'existence d'un cercle vicieux plutôt qu'un véritable déclin de la fidélité des employés. Les top managers constatent une baisse de la loyauté de leurs collaborateurs et les empêchent de s'exprimer, tandis que le fait de ne pas autoriser les employés à donner leur avis induit justement une détérioration de cette loyauté.

En ce qui concerne la question du savoir, les employés peuvent faire des observations directes qui reflètent la réalité du travail sur le terrain. Ils sont en contact avec les clients, touchent les produits et peuvent distinguer les tendances, ce qui leur permet d'avoir une vision irremplaçable des défis auxquels un nouveau PDG sera confronté. Ils savent très bien s'ils suivront la feuille de route donnée par un nouveau patron avec enthousiasme ou s'ils traîneront les pieds pour le faire.

Plus clairement dit, attendre du personnel qu'il mette en œuvre une stratégie qu'il n'a pas coconstruite et qui émane d'un dirigeant qu'il n'a pas contribué à choisir peut être voué à l'échec. Prenons le cas d'une enseigne de distribution multicanal qui a choisi un PDG qui ne connaissait pas grand-chose aux magasins et qui a mis en œuvre une stratégie qui n'avait guère de sens pour les personnes y travaillant. Le cynisme dont elle a fait preuve a tué dans l'œuf les efforts consentis pour améliorer les performances des points de vente, ce

Lire PDG en page II

Les femmes toujours à la traîne aux postes de direction des entreprises américaines



SIPA PRESS

Aux Etats-Unis, le nombre d'employeurs affirmant que la diversité des sexes fait partie de leurs principales priorités est passé de 87% en 2019 à 78% cette année.

THE WALL STREET JOURNAL.

SI LES FEMMES n'ont jamais été aussi nombreuses à occuper des postes à responsabilités dans les entreprises américaines, en matière de promotion précoce à des postes de direction, elles restent à la traîne par rapport aux hommes – ce qui les empêche de tenir les rênes au travail.

C'est l'une des découvertes au cœur d'une nouvelle étude conduite sur dix ans portant sur les rôles et le rythme de promotion de millions de femmes et d'hommes dans de grandes entreprises américaines. Malgré tous les efforts déployés pour faire évoluer la place des femmes dans le milieu professionnel, la plupart des promotions des cadres supérieurs les cantonnent dans des secteurs, comme les ressources humaines et le marketing, qui ne conduisent pas à la tête de l'entreprise. Aujourd'hui, alors que l'équité des programmes de diversification de la main-d'œuvre est remise en question, faire en sorte que ce progrès se maintienne pourrait s'avérer plus difficile.

La part des femmes dans les postes de direction subalternes (bien plus nombreux) a augmenté de 2 points de pourcentage en deux ans, passant de 37% à 39%, et d'un tout petit peu plus dans les postes de direction moyens, selon les chercheurs de McKinsey et de LeanIn.Org, l'organisme à but non-lucratif fondé par l'ancienne directrice des opérations de Facebook Sheryl Sandberg.

Leur étude, qui se base sur les données des effectifs

Lire FEMMES en page III

Patrimoine
Chefs d'entreprise : protégez vos proches !

LES ENTREPRENEURS manquent souvent de temps pour se pencher sur leur patrimoine. De temps et parfois d'envie. Pourtant, les professionnels sont nombreux, conseillers en gestion de patrimoine, family offices, gérants privés, experts-comptables, notaires, courtiers et avocats, à leur proposer leurs services.

A l'occasion du salon Patrimonia, qui réunit près de 9 000 professionnels à Lyon les 25 et 26 septembre pour leur grand-messe annuelle, conseils de pros sur les questions à ne pas remettre à demain quand on est entrepreneur. Même si envisager une invalidité ou un décès reste difficile.

Lire PREVOYANCE en page III

PDG

Suite de la page I

qui a entraîné des fermetures supplémentaires. Une prophétie autoréalisatrice en somme.

Il peut s'avérer salutaire pour l'entreprise d'appliquer par ailleurs un processus ouvert

Il peut s'avérer salutaire pour l'entreprise d'appliquer un processus ouvert et disputé pour désigner un dirigeant, avec un débat sur les problèmes auxquels l'entreprise est confrontée



SIPA PRESS

Land O'Lakes, une coopérative américaine, fait partie des entreprises qui élisent leur PDG.

et disputé pour désigner un dirigeant, avec un débat sur les problèmes auxquels l'entreprise est confrontée. Parmi ces effets positifs, citons l'information et l'implication des salariés, qui échangent directement avec les dirigeants qui les ont rencontrés lorsqu'ils faisaient campagne pour le poste ; une adhésion plus large de la part du personnel afin de se saisir à bras-le-corps des problèmes et de donner de nouvelles orientations à la société et le renforcement des valeurs fondamentales et de la mission de l'entreprise. C'est exactement ce à quoi j'ai assisté dans une banque coopérative régionale qui, en conformité avec ses statuts, élisait ses PDG. Une femme à la tête d'une modeste filiale s'est présentée contre sept hommes, dont le dauphin sélectionné par le PDG lui-même. Malgré son statut d'outsider, c'est elle qui a été nommée car elle avait élaboré un plan de redressement solide et l'avait partagé directement avec le plus grand nombre possible de personnes.

Il peut sembler révolutionnaire et peu pratique de laisser les employés élire leurs PDG, mais cela se produit régulièrement dans les coopératives, dont certaines sont des acteurs économiques importants, comme le géant bancaire français Crédit Agricole ou les entreprises agroalimentaires américaines Land O'Lakes et Ocean Spray Cranberries. Les coopératives sont détenues et contrôlées par leurs membres. Elles travaillent pour leurs propres intérêts, tandis que les employés ou leurs représentants élus désignent le PDG.

La participation des salariés au choix du directeur général ne doit pas nécessairement passer par un processus formel. Dans une PME avec laquelle j'ai travaillé, un candidat au poste de DG qui ne faisait pas partie de l'entreprise s'est comporté comme s'il devait mener campagne pour l'obtenir. Il a pris du temps pour effectuer un diagnostic complet de la baisse des performances. Il a demandé à rencontrer des employés occupant différentes fonctions pour leur expliquer son analyse et la voie à suivre. Grâce à leur approbation, largement partagée avec le reste des membres de l'entreprise, c'est lui qui a décroché le poste. Cela a également permis de s'assurer qu'ils s'engagent afin que l'exécution du plan soit une réussite.

Presque tout le monde s'opposerait à ce que les salariés aient leur mot à dire dans la sélection des PDG – les candidats, les chasseurs de têtes et les conseils d'administration. Et il est peu probable que cela ait lieu dans la plupart des entreprises. Néanmoins, il convient au moins de réfléchir à la manière d'intégrer davantage l'avis des salariés dans le processus de sélection des PDG. Le résultat en termes de qualité des candidats et de culture d'entreprise pourrait en valoir la peine. Cela protège du copinage et cela montre que l'on a confiance dans le savoir détenu par les employés chargés d'effectuer le travail.

Rosabeth Moss Kanter

Rosabeth Moss Kanter (@RosabethKanter) est professeur à la Harvard Business School, où elle est titulaire de la chaire « Ernest L. Arbuckle ». Elle est la fondatrice et ancienne directrice de la chaire Advanced Leadership Initiative de l'université de Harvard. Elle est auteur de 20 livres, dont l'ouvrage *Think Outside the Building : How Advanced Leaders Can Change the World One Smart Innovation at a Time*, publié en janvier 2020.

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Emmanuelle Serrano)

Edited from the original

Les adolescents ont besoin de vrais jobs, pas de stages d'élite

Voir des adolescents se lancer dans des stages prestigieux ou réaliser des « expériences enrichissantes » est une mode qui est peut-être allée trop loin dans des milieux sociaux pouvant s'offrir ce luxe discutable.

L'idée est de faire suivre à des ados des stages dans des galeries d'art, des hedge funds ou des médias réalisant des podcasts au lieu de préparer des glaces, de servir à table dans des lieux de restauration ou de travailler dans des colonies de vacances. Des parents bien intentionnés pensent ainsi offrir à leurs enfants quelque chose de mieux qu'un job d'été classique. Mais est-ce vraiment le cas ?

Lorsque j'étais étudiante, j'ai travaillé au Bartley's Burger Cottage à Cambridge, dans le Massachusetts. Mes cheveux et mes vêtements dégageaient en permanence un relent d'huile de cuisson, et j'ai dû apprendre la composition précise du « Kennedy Burger » et de peut-être 47 autres hamburgers, mais c'était un job formidable. D'autres personnes que je connaissais travaillaient comme plongeurs ou serveurs dans des fromageries, des librairies et des cafés, ou encore dans l'équipe de nuit d'un supermarché.

Il y avait quelque chose de relaxant ou de libérateur dans le fait d'exercer un métier qui n'avait aucun rapport avec notre avenir, nos objectifs professionnels ou nos hobbys respectifs. Nous étions tellement ravis d'empocher nos premiers salaires. Aurions-nous été plus heureux ou mieux lotis, si nous avions fait des stages dans des maisons d'édition ou des cabinets de conseil ? Je n'en suis pas si certaine.

Si l'on peut avoir l'impression que les jeunes qui effectuent des stages prestigieux et dont le CV est composé au cordeau sont mieux armés pour la vie, ce n'est pas tout à fait vrai. Voir le monde du point de vue de la personne qui prépare une tasse de café ou tenir la caisse peut être plus précieux à bien des égards que de faire les tâches qu'un jeune de 19 ans peut être amené à réaliser dans un bureau.

D'après les récits qui sont venus jusqu'à mes oreilles, certains stages de rêve finissent par donner une impression de vacuité, comme si la présence du stagiaire exerçait un peu de contrainte sur toutes les autres personnes. Il arrive que les stagiaires se sentent de trop, inutiles, comme si le travail était fait à leur place.

L'une des amies de ma fille m'a raconté qu'elle avait raté un vol pour une présentation très importante dans le cadre du stage qu'elle faisait ce lundi-là. Elle a fini par dépenser l'argent qu'elle avait économisé pour son année scolaire dans l'achat d'un billet hors de prix afin de rentrer à temps et n'a pratiquement pas fermé l'œil. Lorsqu'elle est arrivée à son prestigieux stage le lundi matin, personne n'est venu en fin de compte pour écouter sa présentation si importante.

Pendant ce stage, elle s'est sentie angoissée, un peu empruntée et s'est montrée plutôt discrète. En revanche, dans son job au restaurant, elle était plus détendue. Elle s'est ouverte à des inconnus, a appris à plaisanter, à parler à n'importe qui, à mettre les gens à l'aise.

Travailler dans un restaurant ou un magasin est une formation en or pour apprendre à interagir avec autrui. On apprend à répondre face à l'irrationalité, à l'irritabilité, aux exigences, caprices et autres critiques insolentes ou injustes. Des compétences très utiles à maîtriser lorsqu'on est jeune. On se retrouve face à toute une palette d'inconnus hauts en couleurs. On apprend à gérer toutes sortes de situations. Et, bien sûr, on apprend à décrypter les gens, ce qui est un talent indispensable dans tous les métiers et tous les domaines de la vie.

Mon ami Sam Ahmad a grandi à Brooklyn. A l'époque, ses parents tenaient une supérette et une quincaillerie. Quand il avait 11 ans, au moment des vacances d'été après l'année scolaire, sa mère lui a dit : « Qu'est-ce que tu fais ici ? Va te chercher un boulot ! » Il est allé travailler dans une boucherie, où il espérait que ses amis ne le verraient pas faire des livraisons. Les années suivantes, il a emballé des courses, a travaillé dans un magasin de chaussures et a exercé toute une série d'autres emplois.

Lorsque Sam a été diplômé en droit et qu'il a travaillé dans un cabinet, il s'est senti mieux armé que certains de ses pairs pour gérer les personnes qu'il rencontrait. Il s'est lié d'amitié avec le personnel administratif et a toujours décroché les rendez-vous dont il avait besoin avec les senior partners. « Je ne sais pas ce que je serais devenu si je n'avais pas exercé ces jobs », note-t-il. « Vous apprenez à communiquer avec des gens que vous ne rencontrez pas normalement, des gens d'horizons différents. C'est comme si vous voyagiez, parce que vous sortez de votre zone de confort, de votre petit cocon composé de vos parents et amis. »

« Vous apprenez à communiquer avec des gens que vous ne rencontrez pas normalement, des gens d'horizons différents. C'est comme si vous voyagiez »

Se réveiller pour effectuer un travail qui ne vous intéresse pas vraiment en contrepartie d'un salaire est utile. Le fait de ne pas s'impliquer sur le plan intellectuel, de ne pas être heureux ou de ne pas faire avancer ses objectifs de carrière dans ce que l'on fait peut en réalité vous aider à mieux vous préparer à la vie de façon générale. C'est une expérience formidable que de travailler pour le plaisir, de ressentir de la satisfaction et de l'épuisement après un travail régulier, ingrat, voire extrêmement ennuyeux parfois, car c'est ce que la plupart d'entre nous devons faire à un moment ou à un autre, même lorsqu'on fait le métier de ses rêves.

Je reçois des dossiers de candidature d'étudiants pour des masters ou doctorats et je considère qu'avoir servi à table dans un restaurant ou avoir été vendeur ou vendeuse dans un magasin est un atout considérable. Cela dit beaucoup de l'éthique de travail ou de l'expérience de vie acquise que les emplois obtenus visiblement grâce à des relations dans les hautes sphères ou à l'appartenance à une classe sociale privilégiée ne laissent pas transparaître. A contrario, je ne me demande jamais « Mais pourquoi cette personne n'a pas fait un stage au Musée d'art moderne ? ». Je ne veux pas minimiser les avantages terriblement injustes dont bénéficient les personnes ayant à leur disposition de puissantes relations, mais ce ne sont pas toujours les candidats les plus solides, ni ceux qui réussiront.

Lorsqu'on apprend que Kamala Harris a travaillé derrière un comptoir à vendre des frites et des Big Mac quand elle faisait ses études, nous savons instinctivement que cet emploi renforce ses qualifications. Cela peut non seulement l'aider à élargir son électorat, mais aussi montrer que son expérience de la vie est diversifiée. Comme disait mon ami Sam, « il ne s'agit pas de faire avancer sa carrière, mais de savoir mener sa barque au mieux dans la vie ».

Katie Roiphe

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Emmanuelle Serrano)

Edited from the original



SIPA PRESS

Travailler dans un restaurant ou un magasin est une formation en or pour apprendre à interagir avec autrui.

FEMMES

Suite de la page I

de plus de 1 000 entreprises depuis 2015, est aujourd'hui la démarche de plus grande ampleur visant à mesurer le niveau d'avancement des femmes dans les grandes entreprises. Ses découvertes jettent un doute sur la possibilité, pour ces entreprises, de construire sur ces avancées inégales, d'autant plus qu'elles abandonnent certaines

> *« La capacité à faire évoluer les talents du bas de l'échelle jusqu'au sommet de l'entreprise est l'un des défis fondamentaux que les entreprises ne parviennent toujours pas à relever »*

des mesures mises en place ces dernières années pour réduire les disparités entre les sexes.

« La capacité à faire évoluer les talents du bas de l'échelle jusqu'au sommet de l'entreprise est l'un des défis fondamentaux que les entreprises ne parviennent toujours pas à relever », déplore Lareina Yee, partenaire senior chez McKinsey.

Le nombre d'employeurs affirmant que la diversité des sexes fait partie de leurs principales priorités est passé de 87 % en 2019 à 78 % cette année, selon l'étude – ce qui correspond à un rejet à grande échelle des programmes favorisant la diversité en entreprise. Le nombre de démarches de recrutement basées sur le sexe ont baissé de près d'un tiers par rapport à 2022. Tout comme la part d'entreprises proposant des programmes visant à aider les jeunes talents féminins à trouver des cadres supérieurs susceptibles de les parrainer dans leur ascension de l'organigramme.

Les recherches indiquent que ces opportunités de parrainages font une immense différence pour les femmes, expose Mme Yee. Maintenant que les entreprises font machine arrière, elle s'interroge : « Comment croyez-vous que ça va évoluer ? »

En arrière toutes ?

La publication en 2013, par Sheryl Sandberg, d'*En avant toutes*, sorte de manuel à destination des femmes qui travaillent, a initié dans les entreprises une conversation sur la dynamisation de la représentation féminine et sur ses résultats. Les sociétés se sont fixé des objectifs de recrutement et de promotion des femmes, ont augmenté les prestations parentales et accepté d'assouplir les conditions de travail. Elles ont également accueilli davantage de dirigeantes : 40 femmes étaient à la tête d'entreprises du S&P 500 à la fin de l'année dernière, selon le cabinet de recherches de cadres Spencer Stuart, contre 21 en 2015.

Les progrès bancals effectués depuis montrent que les entreprises ne doivent pas perdre de vue l'objectif de soutenir les femmes dans leurs ambitions de carrière, juge Mme Sandberg, qui a quitté son poste de directrice des opérations de Meta Platforms, maison mère de Facebook, en 2022.

Le fait que l'inégalité des sexes au travail persiste « montre qu'il va falloir un effort très concerté pour le régler » estime-t-elle. « Les femmes font leur part, et nous avons besoin que les entreprises fassent la leur. »

Le plus grand changement est intervenu au sommet, où la part des femmes cadres supérieurs est passée de 17 % en 2015 à 29 %, tandis que la part des femmes de couleur est montée à 7 %. Les données indiquent que nombre de ces femmes ont été promues à des postes impliquant le personnel, tout particulièrement en tant que responsables des ressources humaines, et non à la tête de départements chargés de responsabilités en termes de résultats financiers. Ces postes de direction, tremplins traditionnels vers les plus hautes responsabilités, continuent d'être principalement occupés par des hommes.

Faute de démarches méthodiques pour identifier et former les femmes aux positions de pouvoir, les entreprises vont continuer à se retrouver face à cette pénurie de femmes aux postes de direction affirme Jane Edison Stevenson, vice-présidente internationale des services aux conseils d'administration et aux PDG au cabinet de conseil et de recrutement de cadres dirigeants Korn Ferry.

« Ce qui fera le plus de différence ? Des femmes à des postes de direction le plus tôt possible dans leur carrière », estime Mme Stevenson, qui cite General Motors pour illustrer la justesse de sa démonstration.

Sous la férule de Mary Barra, devenu la première femme à la tête d'un constructeur automobile de portée mondiale en 2014, 36 % des plus hauts cadres de GM sont désormais des femmes, notamment son ingénieure en chef chargée des camions à batterie électrique, la responsable des camions pour l'Amérique du Nord et la directrice mondiale de la sécurité des systèmes.

Les données avancées par LeanIn.Org et McKinsey montrent que les femmes ont tendance à accuser du retard par rapport aux hommes dans leur progression professionnelle dès la première opportunité de promotion. Pour dix hommes promus pour la première fois à un poste de management, huit femmes le sont – comme en 2018, à peu de choses près. Le rythme de promotion des femmes de couleur – qui a connu un bref sursaut lorsque les entreprises ont intensifié leurs engagements en termes de diversité raciale après le meurtre de George Floyd, en 2020 – est plus mauvais que celui des blanches.

C'est peut-être une des raisons pour lesquelles un rapport du Bureau du recensement américain publié la semaine dernière montre que les femmes travaillant

> *Les femmes ont tendance à accuser du retard par rapport aux hommes dans leur progression professionnelle dès la première opportunité de promotion*

à plein temps affichent un gain de revenus médian de 1,5 %, soit la moitié de celui des hommes. Cette différence fait baisser le ratio entre les revenus hommes-femmes à 82,7 %, contre 84 % l'année précédente, ce qui en fait la première baisse statistique significative en vingt ans dans le domaine.

Hannah Seligson

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)

Edited from the original

SIPA PRESS

La publication en 2013, par Sheryl Sandberg, d'*En avant toutes*, sorte de manuel à destination des femmes qui travaillent, a initié dans les entreprises une conversation sur la dynamisation de la représentation féminine et sur ses résultats.



SIPA PRESS

Les régimes obligatoires sont peu protecteurs, notamment en cas d'invalidité.

Chefs d'entreprise : protégez vos proches !

Patrimoine

Les chefs d'entreprise qui ont vendu leur entreprise et se sont retrouvés à la tête de capitaux importants voient affluer les offres de services. Et nombreux sont ceux qui décident alors de placer leur argent auprès de plusieurs établissements. Une bonne manière de mettre en concurrence les uns et les autres, de comparer conseils et performances tout en diversifiant ses risques.

Ils devraient en faire autant pendant leur vie active. Les travailleurs non-salariés, professions libérales, entrepreneurs individuels et les dirigeants de TPE sont en effet encore mal protégés face aux accidents de parcours. Pourquoi ? En partie en raison de la difficulté à aborder le sujet. « Parler de prévoyance, envisager son décès ou son invalidité est difficile pour beaucoup, c'est culturel. Les Anglo-Saxons ont beaucoup moins de difficultés à le faire que les Latins », observe Valérie Brillat, directrice de la communication de Metlife France.

La compagnie mesure chaque année ces freins et les attentes en matière de prévoyance chez les travailleurs non-salariés et les dirigeants de TPE, via un baromètre qui s'appuie sur une enquête CSA (1). « Moins d'un indépendant sur deux est protégé par une assurance prévoyance, 45 % exactement, c'est un peu plus que l'année précédente (41 %), mais cela reste insuffisant et c'est toujours inférieur à ce qui existait en 2018 », explique Patrick Biondi, directeur des relations clientèle de Metlife France.

Aller au-delà du régime obligatoire

Les régimes obligatoires sont en effet peu protecteurs, notamment en cas d'invalidité. Selon le baromètre, 70 % des entrepreneurs se sentent mal protégés par leur régime obligatoire. « Il faut commencer par faire le point sur la protection existante via les régimes obligatoires. Il en existe une quinzaine avec des conditions différentes, mais globalement insuffisante », estime Patrick Biondi. 61 % des personnes interrogées s'attendent à ne pas pouvoir maintenir leur niveau de vie plus d'un mois en cas d'incapacité, si elles ont comme seule protection leur régime obligatoire de sécurité sociale.

« Une stratégie patrimoniale, ce n'est pas seulement de maximiser la trésorerie en faisant les meilleurs placements, il faut aussi penser à mettre en place des protections pour la famille et l'entreprise », plaide Patrick Biondi. Ces protections existent et elles sont souvent fournies par les grands groupes à leurs salariés, via des contrats de prévoyance collective. Les professions libérales, les entrepreneurs individuels et les dirigeants de TPE, eux, sont moins bien équipés. D'autant que cette année, les travailleurs non-salariés se disent un peu moins optimistes que l'an dernier sur l'avenir de leur activité et que, dans un contexte économique qui se tend, 26 % des souscripteurs disent être tentés de supprimer leur assurance prévoyance.

La souscription de contrats de prévoyance n'est bien sûr pas la seule manière pour un entrepreneur de protéger son patrimoine et sa famille. « Le mandat de protection future est une bonne façon d'y parvenir. Il sera utile s'il n'y a plus de capitaine dans le navire, si le chef d'entreprise n'est plus en mesure de gérer parce qu'il est frappé d'incapacité par exemple », explique ainsi Victor Antin, notaire à Lyon. Le mandat de protection future permet à une personne de désigner à l'avance une ou plusieurs personnes pour la représenter dans l'hypothèse où elle ne serait plus en capacité de gérer ses intérêts.

Un entrepreneur peut aussi protéger sa famille en signant un pacte Dutreil, explique Victor Antin. « En cas de disparition soudaine du chef d'entreprise, l'existence d'un tel pacte sécurisera la possibilité de réduire l'assiette taxable aux droits de succession de 75 %, sous certaines conditions - notamment l'engagement de conservation de l'entreprise par les héritiers » rappelle le notaire. Des pistes à examiner et un sujet à mettre sur la table avec ses conseillers patrimoniaux si ceux-ci ne l'abordent pas !

Carole Papazian

(1) Etude en ligne menée par le CSA en avril 2024 auprès de 411 travailleurs non-salariés et dirigeants de TPE.

Le conseil de la semaine

Succession : vendez la nue-propriété !



LS PHOTO

Igal Natan,
Directeur général de Renée Costes

Aujourd'hui, plus d'un million de Français détiennent tout ou partie de la nue-propriété d'un bien immobilier, reçue le plus souvent par succession à la suite du décès d'un de leur parent. Ils deviennent alors propriétaires des « murs » (la nue-propriété) quand le conjoint survivant (parent ou beau-parent) en conserve l'usufruit.

Peu de gens savent qu'il est possible de vendre la nue-propriété d'un bien tout en maintenant l'ensemble des droits des occupants. Cette vente réalisée avec un investisseur particulier ou institutionnel, permet alors de recevoir une importante somme d'argent, correspondant à la valeur de la nue-propriété.

Prenons l'exemple de Jeanne qui a reçu, au décès de son père, la nue-propriété de l'appartement dans lequel continue de vivre sa belle-mère usufruitière. Jeanne ne voulait pas rester dans cette situation inconfortable. De plus, elle souhaitait disposer de l'argent de son héritage. Avec la vente de sa nue-propriété, elle dispose des liquidités et rien ne change pour sa belle-mère qui continue à vivre dans l'appartement. Cette solution ouvre de nouvelles possibilités pour les détenteurs de nue-propriété !



L'esprit du luxe, le luxe avec esprit

Confessions d'un grand collectionneur





Le collectionneur japonais **Kazumi Arikawa** expose ses trésors à l'Ecole des Arts Joailliers Van Cleef & Arpels. Parmi lesquels ce diadème de la Comtesse Raggio (début XXe) et cette spectaculaire parure de topazes roses de la maison royale de Hohenzollern, datant probablement des années 1810.



Acclamé par *Forbes* comme « l'homme possédant la collection de bijoux la plus précieuse dont vous ne soupçonniez pas l'existence », Kazumi Arikawa a débuté comme marchand d'antiquités avant de tomber amoureux de la joaillerie dont il a fait sa spécialité. Depuis quarante ans, le fondateur d'Albion Art Jewellery Institute, à Tokyo, recherche les pièces qui feront « vibrer son âme » dans une quête qu'il résume en un seul mot, celle de la beauté. Il a notamment possédé la plus grande collection de diadèmes historiques en mains privées et ses joyaux exceptionnels proviennent de toute l'Europe. Au-delà de l'exposition parisienne qui se tient à l'hôtel de Mercy-Argenteau, un écrin du XVIIIe siècle qui abrite l'école des Arts Joailliers de Van Cleef & Arpels, un beau livre, paru chez Flammarion, lui rend également hommage. L'ouvrage *Divins joyaux* rassemble les visuels de plus de 200 pièces lui ayant appartenu. Il y partage son parcours et sa vision, avec une démarche quasi spirituelle pour celui qui érige le bijou au rang de symbole universel.

L'Ecole des Arts Joailliers de Van Cleef & Arpels expose, à Paris, des pièces de la collection exceptionnelle du très discret Kazumi Arikawa

Que représente le bijou à vos yeux ?

Pendant plusieurs années, j'ai suivi des études pour être moine bouddhiste. Dans ma religion, le paradis est fait de bijoux et le bouddha s'assoit sur des diamants. Les bijoux représentent la beauté de l'univers et contiennent la prière des humains.

Sur quels critères choisissez-vous un bijou pour votre collection ?

Un seul : la beauté. Si je ne ressens aucune émotion à la vue d'un bijou, même s'il peut rapporter beaucoup de bénéfices, je ne l'achète pas.

Lequel vous tient le plus à cœur ?

J'ai possédé un camée de Napoléon qui appartient aujourd'hui au Qatar Museum Authority. Après sa défaite de Waterloo, il l'a emporté à Sainte-Hélène. Je trouve ce symbole d'une gloire passée très émouvant. Un autre camée lui ayant appartenu est dans l'exposition actuelle de L'Ecole des arts joailliers. Il en avait fait cadeau à son ministre des affaires étrangères, le duc de Bassano.

Quelle pièce de votre collection a le plus de valeur ?

J'avais prêté au musée de Stuttgart une parure qui venait de la famille royale de Wurtenberg et qui était assurée à 25 millions d'euros.

Portez-vous des bijoux ?

Oui, j'ai tous les jours autour du cou un pendentif en jade qui est une reproduction d'un élément de diadème ornant la tête d'un bouddha que j'ai découvert dans un édifice datant du VIIIe siècle. Cette imitation est vendue dans la boutique du temple et coûte 700 yens, soit moins de 5 euros. Le fabricant, que j'ai rencontré il y a un mois, prend sa retraite donc il n'y en aura pas d'autres.

Que représente pour vous cette exposition à L'Ecole des arts joailliers ?

Je suis très heureux de pouvoir y montrer une partie de ma collection et je suis surtout impressionné par le travail que cette école accomplit. Cette démarche de faire partager l'histoire et l'amour du bijou est sans précédent et pour l'instant unique au monde. La France représente le summum de la sophistication. Comme le Japon, ce pays a importé certains savoir-faire et les a élevés au rang d'art.

Quels sont vos projets à venir ?

Je ne veux pas qu'après ma mort mes collections soient dispersées dans le monde entier. Je souhaite donc créer un musée afin de les rassembler et de les montrer au public. Aujourd'hui, tout ce qu'il y a de plus précieux sur Terre, l'air pur, l'eau, la végétation, est en train de disparaître. Préserver la beauté, comme celle des bijoux, qui n'est pas simplement décorative, est la clef de survie de notre espèce.

Interview Louise Prothery

Exposition jusqu'au 26 septembre à l'hôtel de Mercy-Argenteau, 16 boulevard Montmartre, Paris IXe. Entrée libre sur réservation : lecolevancleefarpels.com.





Pas si accessoire...

Depuis 1858, l'Entreprise du patrimoine vivant Maison Boinet façonne, en France, la Roll's des ceintures.

L'aventure de Maison Boinet commence il y a 166 ans, à quelques encablures de Tours. Cette manufacture fabrique alors de robustes ceinturons et des bretelles pour ces messieurs. Fort d'une réputation exemplaire, Maison Boinet s'impose comme un fournisseur incontournable pour les marques de luxe.

Mais, poussée par l'envie de voler de ses propres ailes, Maison Boinet décide, il y a quelques années, de monter sa propre griffe et d'exprimer sa créativité. C'est aussi l'occasion pour elle de se lancer dans ses premières créations féminines. Grand bien lui en a pris car c'est désormais une adresse que les esthètes à la recherche de la ceinture chic et façonnée dans les règles de l'art se transmettent, entre initiés. Et ce, qu'ils soient en quête d'une ceinture classique de costume, d'un modèle plus audacieux ou casual pour le week-end. Voire d'un ceinturon de cow-boy ultime !

Chaque modèle est invariablement fabriqué en France, dans les ateliers de la marque, à Château-Renault. Parmi les artisans de la manufacture, certains y travaillent depuis plusieurs générations.

C'est sous l'impulsion de son talentueux directeur général, Bruno Jourd'hui, que Maison Boinet est passé du statut de fournisseur à celui de griffe ultra-désirable. Son secret, ne jamais transiger sur la qualité, avec des exigences de fabrication hors pair et des matières comme les cuirs et les boucles triées sur le volet. Sans parler des finitions, proverbiales. Cette Entreprise du patrimoine vivant recycle même les chutes de ses matières premières afin d'imaginer d'élégants sautoirs pour arrimer ses essentiels et les avoir à portée de main.

Chaque saison, pour s'ancrer dans son époque, la marque étoffe ses collections avec des basiques, émaillés de créations plus flamboyantes. Elle apporte un twist rafraîchissant dans le secteur – trop sage – de l'accessoire. Conjuguée à un savoir-faire inoxydable, Maison Boinet séduit aussi bien les hommes que les femmes. Il est notamment distribué au Bon Marché. Mais la griffe poursuit son envol et se fait un nom aux quatre coins du monde. Et, notamment au Japon où cette institution française connaît un succès bien mérité.

Marine de La Horie

Parés comme jamais avec Frette !

Quel est le point commun entre les draps, taies d'oreillers, housses de couette et couvre-lits qui habillent maisons, palaces, yachts et avions privés les plus raffinés de la planète ? Bien souvent, ils sont siglés de la maison Frette. Adoptant très tôt le métier jacquard, c'est encore aujourd'hui, à la main que les fils sont montés sur ses machines. L'entreprise a aussi fait breveter une méthode de finition qui confère à ses textiles un toucher soyeux incomparable.

La marque naît en 1860, sous l'impulsion de Baptiste Edmond Frette, d'Alexandre Payre et de Charles Chaboud. Le trio ouvre un magasin à Milan, dans la très chic artère via Manzoni. Très vite, Frette devient une référence pour les aristocrates, les grands bourgeois et les industriels fortunés qui goûtent de ces parures personnalisées. En 1881, la famille royale italienne choisit Frette comme fournisseur officiel. Et, depuis sa création, plus de 500 dynasties royales ont dormi dans des draps Frette. Plus tard, la maison est aussi désignée pour créer la nappe d'autel de la Sainte Vierge pour la basilique Saint-Pierre de Rome. Après cette consécration, dès le début du XXe siècle, Frette commence à fournir les palaces de Venise, Paris, Londres, New York ou Hong Kong. Mais aussi les nappes et serviettes de la voiture-restaurant du mythique train l'Orient-Express.

Loin de s'endormir sur ses lauriers, Frette innove et expérimente. Il n'hésite pas à mélanger les meilleurs fils de cachemire, de soie, de lin et de coton du monde et se lance dans du velours imprimé. Lors du dernier Salon du Meuble à Milan, la maison a dévoilé une collaboration avec le créateur de mode américain Thom Browne, fan et client de l'univers Frette. La collection est composée de serviettes en éponge pour la maison et la plage, de draps en coton, de taies d'oreiller en coton ou en cachemire, de couvertures ainsi que d'un sac de plage et d'un peignoir, le tout décliné en blanc ou en gris, décorés de bandes blanches ou grises, rappelant celles qui sont cousues sur les vêtements imaginés par le designer new-yorkais. Si la marque travaille depuis des décennies avec des professionnels comme des groupes hôteliers et des architectes d'intérieur pour des créations sur-mesure, elle a étendu son service Bespoke à ses clients privés en 2015. Disponible dans les magasins de Milan, Rome, Venise, Florence, Paris, Boston, New York et Los Angeles ainsi que dans sa nouvelle boutique à Londres, cette offre ultra exclusive aide les clients à créer linge de maison et de salle de bains, nappes, chemins de tables, peignoirs et pyjamas selon leurs désirs.

Fabrice Léonard



Flashez ici pour nous suivre sur Instagram





LOUIS TERAN, NILS HERRMANN POUR FLAMMARION, MAISON BOINET, FRETTE